

**Lys
Rouge**



Revue trimestrielle d'études et de débats de la N.A.R.

ISSN 0150-4428
Com. parit. : 62187
1er Trimestre 1990
N° 40 - Prix 25 F

LE «NEW AGE» EST-IL ROYALISTE ?

**A l'Est, le retour des
rois ?**

—
Dossier Roumanie

**BURKE
ET LES
MONARCHIENS**

Vient de paraître

**Une brochure
indispensable
à diffuser
très
largement**

Hugues TROUSSET

LES BOURBONS-ORLEANS
OU
LA SEULE
LEGITIMITE
DYNASTIQUE



A.A.M.F.

Tarif:
1 ex.: 25 F (franco 30 F)
5 ex.: 100 F (franco 110 F)
10 ex.: 180 F (franco 200 F)

20 ex.: 300 F (franco 325 F)
30 ex.: 420 F (franco 450 F)
50 ex.: 650 F (franco 680 F)



Bon de commande à retourner à «Royaliste»
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Nom/Prénom :

Adresse :

commande exemplaires de la brochure

"Les Bourbons-Orléans ou la seule légitimité dynastique"

et verse pour cela la somme de : F

(Libellez vos chèques au nom de «Royaliste»)

Editorial

RENAISSANCE !

Une année sans Lys Rouge. Et quelle année ! Celle du fameux Bicentenaire. Nous pourrions dire que ce silence fut notre manière de commémorer la Révolution. Mais ce serait là un gros mensonge qui, nous le craignons, n'abuserait pas nos fidèles lecteurs... La vérité est plus prosaïque : une seule personne ne peut suffire à faire un journal, quand bien même ce journal serait un trimestriel. Alors, le Lys Rouge, ce journal qui occupe une place à part au sein de la presse royaliste, allait-il disparaître ?

Même s'il est ouvert à son public, un journal suppose des rédacteurs, des enquêteurs, bref une équipe. Et il n'était pas question de faire appel, si ce n'est de façon épisodique, aux rédacteurs de "Royaliste" ou aux animateurs de "Cité". Ils ont déjà leur charge de travail, et puis le ton du Lys Rouge est autre... En théorie, les bonnes volontés ne manquent jamais, mais quand il faut passer aux actes, la chose devient bien moins évidente. Enfin, finalement, un embryon d'équipe a pu se constituer, elle ne demande qu'à se compléter. Le Lys Rouge pouvait renaître.

A l'origine, le Lys Rouge

fut conçu comme un journal de libre expression et de débats. Il n'était pas là pour relayer les prises de position officielles de la Nouvelle Action Royaliste, mais pour permettre aux royalistes d'exprimer et de confronter leurs points de vue. La formule aurait dû séduire, aucune organisation politique n'offrant un tel support. Mais le débat suppose des débatteurs, et force fut de constater qu'ils tardaient à se manifester. Alors, le Lys Rouge s'orienta progressivement dans d'autres directions : l'histoire du royalisme et le royalisme international. Ces deux rubriques remportèrent un vif succès auprès des lecteurs, elles répondaient indubitablement à une attente.



Le Lys Rouge reparaît. Il s'inspire de l'expérience passée, mais veut s'améliorer. La part de rédactionnel augmente. La rubrique "Royalisme international" est maintenue et renforcée (Récoltez des coupures de presse !). L'histoire du royalisme y trouvera sa place selon la qualité des documents que nous trouverons ou que vous nous ferez parvenir. Il s'ouvre à l'expression des idées ("Théoriques"), sans négliger l'humour et l'irrespect ("le Bêtisier" et "la Chronique du Fou"). Il s'intéresse aux courants "marginaux" qui agitent notre société ("Enquête"). Cette trame est celle du nouveau Lys Rouge, elle ne doit pas être considérée comme un cadre contraignant, mais comme un guide. A l'occasion, parce que le Lys Rouge entend bien retrouver sa vocation initiale de journal de débats, elle pourra être bouleversée.

Le Lys Rouge est un journal à part. S'il est animé par une équipe, il compte d'abord sur ses lecteurs. Le Lys Rouge sera ce que vous en ferez. Nous attendons vos suggestions, vos articles et vos documents.

Patrick LOUIS

Enquête

Le New Age

Qu'est-ce que le New Age ?

En cette fin de vingtième siècle, où le matérialisme semble triompher, notre société est traversée de multiples courants qui contestent cette hégémonie. L'homme d'Occident contaste avec angoisse que la satisfaction de ses besoins les plus triviaux ne suffit pas à donner un sens à sa vie. Il cherche autre chose. On parle très souvent d'un retour du religieux, mais il y a dans cette expression beaucoup d'ambiguïtés. De quel religieux s'agit-il ? Les grandes religions, dans leurs expressions orthodoxes, semblent plus survivre que conquérir (du moins si on s'en tient à des apparences qui pourraient bien être trompeuses). Le religieux qui se montre et qui se fait entendre, est un religieux morcelé. Il y a les intégrismes de tous poils, les sectes de toutes sortes, et il y a le New Age.

Qu'est-ce que le New Age ? Pour certains, c'est une dangereuse résurrection de l'antique hérésie gnostique. Pour d'autres, c'est une présentation aseptisée de la Tradition (au sens de René Guénon) à usage des yuppies californiens. D'autres y voient un courant spiritualiste visant à l'harmonie universelle. Méchamment, on pourrait dire que c'est un syncrétisme facile à base d'irrationalisme puéril. En fait, il est pratiquement impossible de définir le New Age tant il touche à des domaines divers selon des approches multiples. La chose semble avoir pris naissance aux Etats-Unis, dans la foulée du mouvement hippie. C'est un peu une étiquette que l'on colle sur tout ce que l'on n'arrive pas à classer ailleurs. La musique "planante" est "new age". Les régimes macrobiotiques sont "new age". Les médecines douces et les nombreuses thérapies

sont "new age". Une certaine pratique des arts martiaux est "new age". Et il existe un orientalisme "new age".

Que faut-il penser de tout cela ? Personnellement, j'y vois plus un symptôme des lacunes de notre société et l'expression de besoins humains refoulés qu'un mouvement riche d'une spiritualité authentique. Mais chacun est libre de son jugement.

Patrick LOUIS



LE «ROYAUMISME» DU NOUVEL AGE

Sur l'allée centrale du Boulevard Rochechouart, un forain d'un genre un peu particulier a installé son baraquement. Il harangue les badauds, qui bientôt, malgré un froid piquant, s'agglutinent autour de la scène en bois. Quelle monstruosité de foire se tapit ainsi derrière le rideau rouge pour que les désœuvrés n'hésitent pas à braver les frimas ? La femme sans tête, l'enfant singe ou le liliputien ? Non, rien de tout ça. Quelques jeunes femmes, plutôt jolies, d'origines ethniques diverses, qui n'ont ni barbe ni corps de sirène, viennent parader. C'est à un strip-tease que le bateleur nous convie. Las, je ne satisferai pas un voyeurisme sans âge, car j'ai rendez-vous avec un adepte du Nouvel Age. Je quitte le boulevard et m'engage dans une de ces ruelles qui grimpent vers le Sacré Coeur...

Gervais Briot est musicien, compositeur. Il vient de sortir une cassette, "Talisman", et prépare un spectacle multimédias qui alliera la danse, le son et les images de synthèse. Pendant plusieurs années, il a travaillé sur l'aspect thérapeutique des sons et de la musique, "comme ça se pratiquait dans les anciens temps", réactualisant la pratique en utilisant les tech-

nologies musicales modernes. Il a ainsi réalisé une série de huit cassettes, "Soleveil", avec des musiques "composées en accord avec les méthodes d'épanouissement chinoises, indiennes, tibétaines"... Mais pour son nouveau spectacle, c'est vers l'Occident qu'il s'est tourné.



Gervais Briot : "Maintenant, je me suis inspiré de la tradition des runes, qui est la tradition occidentale européenne. Il y a là une sagesse très profonde à redécouvrir. Pendant de nombreuses années, on est allé chercher dans les traditions orientales et on a un peu oublié qu'il y avait ici des choses équivalentes. Et notamment toute cette sagesse des runes, qui est celle des Vikings, des hommes du Nord, des sociétés européennes du Nord, mais qui est aussi à la

base de toute la civilisation celtique, des mythes et légendes celtiques, auxquels je me rattache beaucoup dans mon travail. Ce travail, on le classe sous l'appellation de Nouvel Age."

Lys Rouge : "Qu'appelles-tu "Nouvel Age" ?"

G.B. : "Cette expression a été un peu abâtardie. Pour moi le Nouvel Age a un rapport avec le Moyen Age. C'est un renouveau de ce qui a pu exister de meilleur à cette époque-là. Je pense plus particulièrement aux codes de chevalerie, au mythe de la Table Ronde, au mythe du Roi. Le Roi, vécu non pas comme quelque chose d'extérieur mais comme quelque chose d'intérieur, un peu en parallèle avec ce qui se passait dans l'Empire Céleste de Chine où l'Empereur symbolisait un organe du corps humain et, plus tard, une tonalité musicale cosmique. C'était la même chose pour les rois de la tradition occidentale, comme on peut le voir dans les runes. Le roi n'était pas simplement une représentation humaine mais aussi l'expression extérieure d'une vérité intérieure, la vérité du coeur. Pour moi, royauté rime avec loyauté. Même si tout mouvement dégénère, même s'il y a des impostures, des subterfuges. Dans toutes les traditions

du monde, l'enfant-roi est souvent assassiné pour mettre à sa place un enfant bâtard qui n'a pas les qualités spirituelles d'un véritable roi."

L.R. : "Crois-tu que l'on puisse retrouver cette tradition en France ?"

G.B. : "Cette tradition existait en France. Le roi était reconnu pour ses qualités spirituelles, et non seulement pour ses qualités politiques, mercantiles ou de droit familial. Il était de droit divin, c'est à dire ayant lui-même acquis et développé des qualités divines, qualités divines qui pouvaient d'ailleurs passer par la musique. Dans les Anciens Temps, tous les rois jouaient de la musique. On dit même que dans les Ages d'Or, l'empereur de Chine gouvernait par la musique. Même si tout cela est légendaire, cela a quand même un sens. On peut le retrouver aujourd'hui. Il faut revenir à une notion plus sacrée de la liberté et de ceux qui nous guident vers la liberté. On s'est rendu compte que ce qu'on appelle la "démocratie" conduit à la mainmise de gens qui n'ont pas les qualités pour gouverner et sont eux-mêmes gouvernés par les instances les plus matérialistes. On peut espérer le retour d'un Grand Roi, d'un Grand Monarque, qui peut prendre à un moment une forme ou des formes extérieures, mais

qui est avant tout un Grand Monarque intérieur, le principe royal du coeur. Ce principe est présent dans la musique en tant qu'elle est Art royal. Et je ne pense pas forcément à Lulli, mais aussi de nos jours à des gens comme Jimmy Hendrix, Carlos Santana. Ce sont des compositeurs qui avaient, qui ont cette royauté en eux-mêmes. D'ailleurs, en Afrique, les musiciens sont souvent appelé rois. Autrefois, même s'ils n'étaient pas eux-mêmes musiciens, les rois se manifestaient par des commandes de musiques, des commandes à des musiciens. Mais il y a eu un abâtardissement de la musique. Elle est passée par la lessive commerciale, elle a perdu toute dimension d'élévation pour l'humanité,

souvent même elle la rabaisse dans ses aspects les plus vulgaires, les plus bas. Le New Age cherche à renouer avec cette dimension spirituelle de la musique. Il s'est d'abord tourné vers l'Orient, et regarde maintenant du côté des traditions occidentales."

L.R. : "Quelque chose m'inquiète dans ces références aux traditions occidentales. D'abord, il y a cette impasse systématique sur la tradition judéo-chrétienne, qui sert quand même de toile de fond à la réalité occidentale depuis bientôt deux millénaires. Et puis, cet appel aux civilisations nordiques d'avant le christianisme rappelle les heures les plus sombres de l'histoire européenne de ce siècle."



SOLEVEIL
energy music

G.B. : "Notre civilisation moderniste a toujours tendance à traiter de barbares les sociétés qui l'ont précédée. Il ne faut pas oublier qu'à l'époque de Marco Polo par exemple, les Chinois, les Indiens nous traitaient de barbares, et nous l'étions effectivement. Tout à l'heure, je parlais de l'aspect positif du Moyen Age, des codes de chevalerie, etc, mais il y avait une grande misère, le peuple souffrait d'une absence de biens. Les sociétés du Nord avaient développé une civilisation très poussée, qui certes n'avait pas les mêmes valeurs. On a tendance à dénigrer les civilisations païennes en se référant à cette morale judéo-chrétienne qui a pourtant enfanté les plus grandes guerres, la plus grande intolérance. Il ne s'agit pas de rejuster les civilisations antiques mais d'en retirer le positif, comme dans la société moderne. Ma démarche n'est pas passéiste. Il ne s'agit pas de dire que c'était mieux avant et que ce sera pire après. Il faut dégager l'élément positif de chaque chose, établir une sorte de transmutation, une notion tantrique ou alchimiste. Il ne faut pas oublier que la civilisation judéo-chrétienne a récupéré tous les anciens mythes et n'a fait que les rebaptiser conformément aux nouveaux dogmes. Selon certaines sources, Jésus lui-même a été initié dans des communautés païennes qui

n'ont rien à voir avec les communautés ecclésiastiques actuelles. Ceux qui ont dogmatisé la pensée du Christ sont ceux-là même qui l'ont assassiné, qui ont justifié son assassinat par le sacrifice. Je m'intéresse à la sagesse et non à la barbarie des civilisations. Il y a d'ailleurs un lien entre le christianisme et les sagesse antérieures. On le trouve dans le mythe du Graal,

avec le roi Arthur, le dernier Roi comme principe spirituel. L'idée subsiste encore dans la monarchie française, c'est le pouvoir de rendre la Justice (Saint-Louis sous son chêne) et celui aussi de guérir les malades."

L.R. : "Pour en revenir à la question du christianisme, je ne sais pas si le message du Christ a été déformé, mais je sais ce qu'ont fait ceux qui ont voulu effacer ce message tel que nous le connaissons."

G.B. : "Gommer le christianisme sans remettre un principe spirituel est une erreur. C'est celle qu'a commis le nazisme. A la base, il y a la compassion. Sans cela, il n'y a plus rien, c'est la barbarie. Le New Age, c'est le rejet des dogmes. On sait que le clergé catholique a manié alternativement le goupillon et la mitrailleuse. On voit aujourd'hui les ravages du fanatisme islamique. Il faut se nourrir des messages des traditions. D'ailleurs, les traditions ont toujours été persécutées par les religions : Soufisme / Islam, Christique / Catholicisme, Taoïsme / Confucianisme. Il faut faire l'expérience spirituelle de la réalité et non se protéger derrière les dogmes et usurper l'expérience des vrais fondateurs de la tradition.

TALYSMAN

CONCERT-SPECTACLE D'EPANOUISSEMENT

Spectacle d'une Nouvelle Dimension, pour un Nouveau Siècle, où les frontières de l'ancien monde s'abolissent, laissant place à l'espoir d'un Futur Universel.

TALYSMAN est le conte d'une LEGENDE A VENIR, à travers l'Aventure d'un Héros-Musicien, représentant l'Harmonie et le Mystère qui siègent dans le coeur de tout Etre Humain. (...)

ECONOMIQUE/ONIRIQUE INDUSTRIEL/SPIRITUEL

Ce n'est plus par des guerres et des discours que l'Homme du IIIème Millénaire peut trouver son inspiration et sa réalisation, mais par le fonctionnement interactif du PLAISIR et de la CONNAISSANCE.

L'ART et ses différents médias contemporains est le Conquérant Pacifique d'un Empire Terrestre à réaliser !

Un exemple de presse "New Age".

Sous le signe du « new age »

Il n'y a pas que chez les cadres : dans les médias, le show-business, les nouveaux gourous font des ravages. Et des affaires.

Le mouvement « new age » dépasse largement les rouages de l'entreprise. Le phénomène envahit tout : la publicité, la musique, la télé. L'édition s'y jette aussi à corps perdu. Témoin Belfond, qui a lancé, au mois de décembre 1988, une collection intitulée L'Age du Versseau. « Il y a une espèce de vent de folie, aujourd'hui, pour l'irrationnel, le sacré, les philosophies orientales », souligne l'éditeur. De « La Sagesse des sages », de Fritjof Capra, aux « Expériences vécues de la survie après la mort », de Ian Wilson, Belfond prévoit une production annuelle de 25 ouvrages. Chez Albin Michel, Marc de Smedt, qui dirige la collection Spiritualité vivante, confirme cet engouement. « Cette année, les ventes devraient augmenter de plus de 25 %. Et, d'ores et déjà, aucun livre ne fait moins de 60 000 exemplaires. » Autre signe : les éditions Dhervy, spécialistes incontestées de l'ésotérisme, viennent d'être rachetées par la SFPI (Société financière de participation industrielle), qui cherchait un nouveau marché porteur.

Littérature... et petit écran. Outre les émissions d'astrologie ou de voyance en direct (en plein boom), TF1 s'est lancée, la première, dans l'aventure du nouvel âge. Avec « Demandez la lune ! » de Patrice Van Eersel. On y traite, pêle-mêle, des médecines holistiques, de la réincarnation... et des chamans d'entreprise. Après seulement trois numéros, le public répond avec enthousiasme. « C'est que le mouvement dépasse la simple mode, commente Van Eersel. L'idée de "cité globale" fait son chemin, avec l'abandonnement de frontières, les liaisons par satellite, les messages culturels. La science développe une nouvelle réflexion mys-



Publicité pour les gauloises blondes : l'un des sommets de l'image « new age ».

tique. C'est une conspiration, au sens étymologique du terme : un nouveau souffle ! »

Que les publicitaires traduisent dans leurs « visuels ». Voyez seulement le film de Saatchi & Saatchi sur les gauloises blondes. Le must de l'illustration new age : une horde d'hommes et de femmes drapés de blanc, « les fils de la Terre », ouvrant la voie vers un au-delà qui, progressivement, se détache de l'écorce terrestre.

Images, mais aussi musique. Car il existe aujourd'hui un style musical new age au même titre que le rock ou la pop. « Une musique positive et aquatique, synthétique et fluide », s'enthousiasme Claude Challe, le patron des Bains - le temple de la nuit parisienne. Musique que les Français commencent tout juste à découvrir. Le 20 février, un concert exceptionnel de Kitaro, l'un des premiers ambassadeurs du genre, aura lieu à Paris, au TLP-Déjazet. Distribué depuis 1985 par Getten Records, ce Japonais a déjà vendu plus de 3 millions d'albums dans le monde

et fait salle comble aux États-Unis. Sa musique se veut celle du cosmos, des vibrations de la nature (« Astral Voyages », « Full Moon Story »). « Je me rappelle, dit-il, quand j'ai réalisé pour la première fois des sons de vagues, j'ai découvert que, simplement en déplaçant le curseur de mon synthé de gauche à droite, je pouvais

produire des vagues amples ou petites, créer un océan. Tout un décor, un rivage d'hiver, une plage d'été... »

Des images sonores, disent les critiques. Censees régénérer l'esprit, purifier l'âme. Pour Claude Challe, la new age music va devenir un véritable phénomène dans l'Hexagone. « Il suffit de voir le succès de la bande-son du



Claude Challe : fan de la musique « positive ».

"Grand Bleu", composée par Eric Serra. Meilleure vente de 1988, double disque de platine ! » Et de rappeler le premier concert de l'un des maîtres du genre, Andreas Vollenweider, à Los Angeles, il y a cinq ans : « Il était très zen, avec sa tunique blanche et sa harpe électrique, se souvient-il. Tout le gratin du show-biz américain était présent : de Ringo Starr à Liza Minnelli, en passant par Jack Nicholson. C'était le septième ciel. Tout le monde chialait d'émotion. » Claude Challe croit tellement au new age, à cette vague d'« harmonie » que Thierry Ardisson le presse, aujourd'hui, d'assurer un quart d'heure « nouvel âge » dans son émission « Lunettes noires pour nuits blanches ». Là, il pourrait faire découvrir aux hard-rockers les plus destroy les bienfaits de la musique subliminale, celle qui frappe l'inconscient de milliers de Californiens, comme le ziz-zap, les sons qui éveillent ou endorment. Musique légèrement sirupeuse, mais sur laquelle une voix suave profère la parole « positive » : « Bienvenue dans le monde, bonjour ! Vous êtes rafraîchi, revitalisé. Et tout le monde n'attend que vous, rien que vous ! »

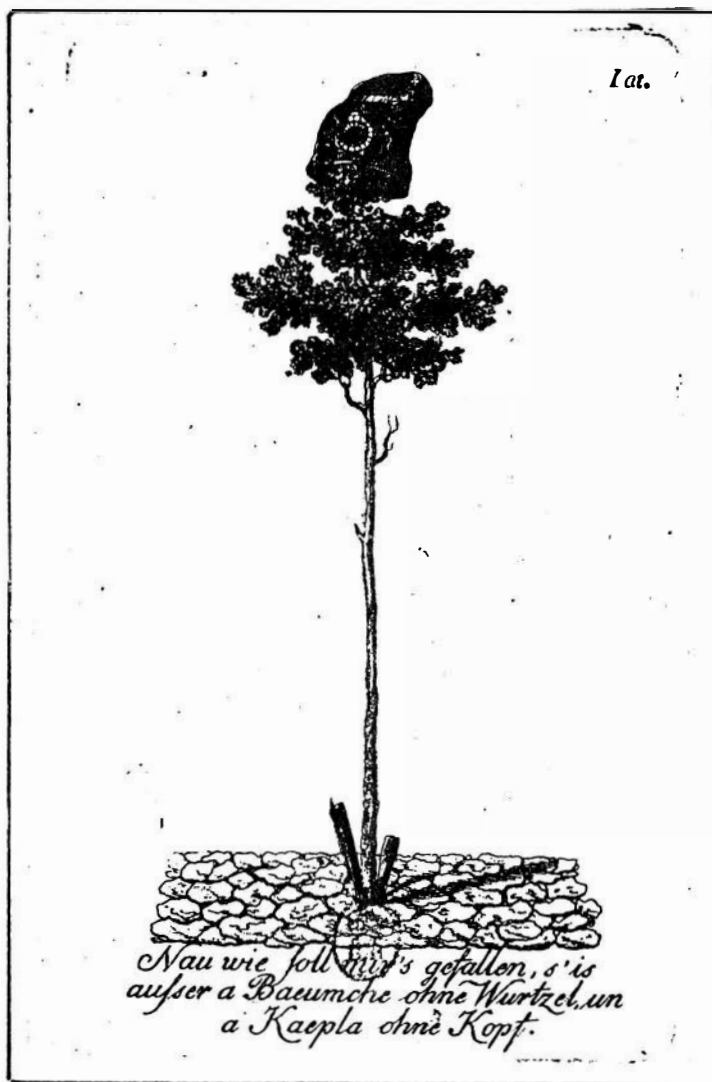
Aux États-Unis, ce sont les stars qui sacralisent le new age : Michael Jackson s'exhibe des heures dans un caisson à isolation sensorielle, et Shirley MacLaine fait, à 300 dollars la conférence, le récit de ses voyages cosmiques. Quant à Rosanna Arquette, elle ne cherche plus désespérément Susan, mais l'« énergie vitale ».

Verra-t-on un jour Alain Delon dans un caisson ou encore Johnny Hallyday, au Zénith, avec de superbes « lunettes cosmiques » ? En attendant, Claude Challe s'apprête, avec Lionel Rotcage — le patron du « Rolling Stone » français — et son ami Bob Geldof, à publier une « lettre ouverte à l'OHM » (à prononcer sur le mode tibétain) dans tous les grands quotidiens. « Une page d'optimisme et de fraternité planétaire ! » Ça, c'est new age. R. L. ■

Le bêtisier du Bicentenaire

Savent-ils bien ce qu'ils font ?

Voici la reproduction d'une carte postale éditée par la Bibliothèque Nationale pour célébrer « L'Arbre de la Liberté »



Traduction :

«Voilà qui nous fait une belle jambe !

Un arbrisseau sans racine,

et un chapeau sans tête dedans !»

Le Bêtisier du Bicentenaire :

Quel bon goût !

**DÉCLARATION
DES DROITS DE L'HOMME
POUR SA CUISINE**

PRÉAMBULE

HALTE AUX FAUSSES PROMOTIONS.

Considérant que la vente des cuisines est devenue le théâtre de pratiques douteuses qui abusent les consommateurs :

- soldes, promotions et reprises "bidons" avec des prix gonflés,
- liquidations ou ventes d'urgence répétitives,
- crédits alléchants inclus dans le prix de vente, etc.,

MONDIAL KIT dit halte à ces fausses promotions et instaure la transparence des prix et la vérification des bonnes affaires MONDIAL KIT sur la base des articles suivants :

I

UN BARÈME DES PRIX SEMESTRIEL.

Dès le 1^{er} mars 89, MONDIAL KIT établit un barème des prix pour ses modèles de cuisine, valable pour une durée de 6 mois.

II

AFFICHAGE PERMANENT DU TARIF DANS LES POINTS DE VENTE.

Toute offre commerciale de n'importe quel magasin MONDIAL KIT pourra être vérifiée à travers ce tarif de base, disponible en permanence sur le lieu de vente.

III

UNE GARANTIE DE 7 ANS.

Toutes les cuisines MONDIAL KIT sont fabriquées suivant les normes de qualité très strictes qui permettent de garantir chaque modèle pendant 7 ans. (Label NF et Médaille d'Or de la Qualité 1986, 87, 88).

IV

LES PRIX LES PLUS COMPÉTITIFS.

Grâce à sa puissance de N°1 de la cuisine en kit et à l'utilisation des techniques de production les plus avancées, MONDIAL KIT garantit en plus d'une qualité irréprochable, les meilleurs prix du marché.

V

UNE DISPONIBILITÉ À PARTIR DE 15 JOURS.

L'information intégrée à tous les stades de la fabrication, jusqu'à la livraison, garantit que chaque modèle MONDIAL KIT sera disponible dans un délai minimum de 15 jours.

VI

UNE ÉCONOMIE SÛRE.

La conception en kit des cuisines MONDIAL KIT, garantit une économie sûre par rapport à un modèle de qualité comparable.

VII

DES SERVICES COMPLETS ET GRATUITS.

MONDIAL KIT garantit un service complet et gratuit aux consommateurs : étude, plan personnalisé, guide d'installation, de vis, prêt de l'outillage nécessaire au montage des éléments de cuisines pour 48 heures.

VIII

MONDIAL KIT, LE N°1 DE LA CUISINE EN KIT.

Les 100 magasins MONDIAL KIT s'engagent à respecter et maintenir tous les points de cette Charte afin de justifier leur place de N°1 de la cuisine en kit.

MONDIAL KIT

Une Europe des Rois en devenir ?



A L'EST, LE RETOUR DES ROIS ?

Incroyable retour du passé : le coeur de l'Europe Centrale bat pour ses souverains d'hier. Les Hongrois demandent à Otto de Habsbourg d'être candidat à l'élection présidentielle. Les Monténégrins ont rapatrié la dépouille de leur ancien roi. A l'Est, devant la décomposition du communisme, une solution "à l'espagnole" peut devenir réalité. Les héritiers des anciens royaumes de la Mitteleuropa existent. Ils portent des noms illustres : Otto de Habsbourg, Louis-Ferdinand de Prusse, Alexandre de Yougoslavie, Michel de Roumanie ou Siméon de Bulgarie, sans oublier Vladimir de Russie...

Otto de Habsbourg, 77 ans, fils de Charles Ier, dernier empereur d'Autriche, et de la légendaire impératrice Zita, sera-t-il candidat à l'élection présidentielle hongroise ? "L'archiduc pourrait être la personne la mieux indiquée pour obtenir le consensus national," a déclaré le dirigeant du Parti indépendant paysan. Réponse de l'héritier du Trône : "Le Parti agrarien, les libéraux et les gitans m'ont demandé d'être candidat. Je les ai priés de ne pas me présenter car je suis convaincu d'être plus utile aujourd'hui pour les peuples d'Europe de l'Est, ici, à l'Ouest, au sein de la CEE. Mais je pourrais revoir mon point de vue..."

Roi de Bohême, de Dalmatie et de Croatie, duc de Lorraine, grand maître de la Toison d'Or, le dernier des Habsbourg n'a jamais régné. Il a vécu toute sa vie en exil. Installé en Bavière après la guerre, il a renoncé à ses droits au trône en 1961, afin de pouvoir revenir en Autriche. Cependant, cet héritier de l'histoire la plus glorieuse n'a pas renoncé à créer l'Histoire. Se souvenant du fastueux Empire austro-hongrois, où des siècles durant cohabitèrent en paix des Tyroliens, des Tchèques, des Hongrois, des Polonais, des Bavarois et des Croates, l'archiduc Otto est un ardent combattant de l'Union européenne.



Devenu citoyen allemand en 1979, il est actuellement député du Parti chrétien démocrate ouest-allemand au Parlement de Strasbourg. Le chef de la Mai-

son Impériale possède cinq passeports et parle parfaitement sept langues. Il est aussi journaliste et écrivain. Une dizaine d'articles chaque semaine pour la presse du monde entier, et plus de vingt-quatre livres à son actif. Ainsi, le nom des Habsbourg s'attache de plus en plus au réveil de la conscience historique des peuples de l'Europe centrale. Un cinéma de la capitale hongroise diffuse un film retraçant la vie de Otto de Habsbourg, il ne désemplit pas. Au printemps, l'archiduc a été reçu triomphalement à Budapest. Le chauffeur de taxi le ramenant à l'aéroport refusa le prix de la course, en lui disant : "C'est un honneur pour moi, Sire, d'avoir transporté Votre Majesté." Cependant, la Hongrie n'est pas le seul pays de l'Est à rêver d'une restauration.

En Tchécoslovaquie, il n'y a pas de famille royale, le territoire ayant été une possession des Habsbourg. Pourtant, le Prince Karl von Schwarzenberg est devenu une importante figure politique du pays, et nous sommes peut-être en train d'assister à la naissance d'une nouvelle dynastie. Il a toujours soutenu les dissidents. Ami de Vaclav Havel, le Prince Karl appartient au mouvement Forum Civique. Cet héritier d'une des plus vieilles familles d'Europe pourrait bien être

Heirs Return to an Old Empire

11/12/89

By AMITY SHLAES

MIKULOV. Czechoslovakia—When the champagne-colored Volkswagen from Vienna pulls up here at the border, it's not just another routine crossing. As soon as the guard flips open the driver's passport, his eyes widen and he respectfully invites the driver to get out of his car. For the next 20 minutes, the guard and his colleagues hold up the traveler—less to interrogate him than to seek his counsel on the nation's economic situation.

The man in the VW is Prince Karl von Schwarzenberg, head of a noble European house whose vast properties once included a good chunk of what is now Czechoslovakia. Schwarzenberg is a name most Europeans associate with history—Vienna's grand Schwarzenbergplatz, for example, was named after a 19th-century Karl von Schwarzenberg, who routed Napoleon in a bloody battle at Leipzig.

His namesake, the 52-year-old Prince Karl, has turned a wing of the family's baroque Vienna castle into a ritzy hotel. Although the family lost many of its Bohemian holdings more than 60 years ago when the young Czech republic expropriated nobles' property, Prince Karl still has business in Czechoslovakia. And as chairman of the International Helsinki Federation, he has worked for years to help Czech dissidents. Now that those dissidents are wresting power from the communists, Prince Karl has become an important political figure in Czechoslovakia.

More Than Nostalgia

Prince Karl's return is part of a trend that is more than nostalgia. At a time when communist idols are collapsing, the citizens of every East European country are on the hunt for replacement heroes. In their quest, they are often turning to names from the past. Citizens in Prague approach Karl von Schwarzenberg with the respectful address "Knize"—prince. In Budapest, Otto von Habsburg, heir to the defunct Austro-Hungarian empire, is greeted with cheers these days and has been asked to run for president of Hungary. (He has refused, for now.)

If Moscow's influence in Hungary and Czechoslovakia continues to recede, members of the erstwhile ruling families will have a special place in the rebuilding of Central Europe, whether Prince Karl and Mr. von Habsburg go back as economic aides-de-camps to social democracies or as national leaders.

To ride into grimy, gold-rimmed Prague with Prince Karl is to witness a personal homecoming. The moustachioed prince, who looks a bit like Omar Sharif, pulls at the steering wheel in excitement as he drives past the city's train station. "In 1948 I departed from that place," he says, referring to his family's flight from the communist regime. "And I am so glad to be here again now." At the front desk of the swanky riverside Intercontinental Hotel, receptionists greet the prince by name and smilingly hand him a bit of cloth with the Czech colors—blue, red, and white—to attach to his lapel.

He was baptized with the Czech version of his name, Karel Jan. He lived here and at the family castle, Worlik, until the Communists closed their grip on the nation in 1948. Now, he proudly strolls the streets dotted with opposition posters calling for strikes, his

blue duffel coat flapping. "That was our house," he says pointing to a rundown lime-colored mansion on an old street. On one corner, he ducks into the Catholic church where he served as an altar boy. Then he makes his way through the cold to the backdoor of an art gallery, where he is again greeted as "Knize"—and ushered into a meeting of Czechoslovakia's new, main, opposition group, Civic Forum.

Civic Forum's warm welcome for the prince stems from more than retrospective romanticism. The dissidents in woolly sweaters decorated with political party buttons know their ability to break the government—as they have done this week—is due to some measure to Prince Karl.

During the dark years of underground life and prisons, dissidents such as writer



Prince Karl in Prague

Vaclav Havel, the resistance's most important figure, got moral support from the prince. The prince renovated rooms in a family castle in Scheinfeld, West Germany, for a documentation center and small publishing house devoted to publicizing Czech samizdat. Says Vilem Precan, the emigre curator of the Scheinfeld center: "Simply put, he is a Czech patriot." On this trip, Prince Schwarzenberg's VW trunk is loaded with literature for the dissidents to distribute—and a bound copy of one of Mr. Havel's books to present to the author.

This old friendship means that Mr. Havel and other opposition leaders include the prince in their power struggle with the communist regime. Last weekend, during Prince Karl's visit, the Czech government presented a cabinet in the hope of quelling revolutionary sentiment. Prince Karl spent the weekend closeted with Civic Forum leaders, as they prepared their response. On Monday, following Civic Forum's lead, hundreds of thousands of Czechs took to the streets in protest—and the new government broke.

In Hungary, Otto von Habsburg, heir to the old Austro-Hungarian empire, plays a similarly important role. This fall in Tolna, a small town in southern Hungary, Otto von Habsburg delivered a lecture on Hungarian history to a packed auditorium bedecked with flowers. Otto von Habsburg uses his seat in the European Parliament in Strasbourg—he's a conservative who represents Bavaria—to fight for Hungarian admission to the Common Market.

Whatever roles they play, members of the old princely houses are dear to the

hearts of many Hungarians and Czechs. "He has helped us since our big defeat in 1968," one woman says of Prince Karl. "But we are also grateful to his family because of the war"—in which the prince's uncle, Heinrich, paid for his decision to side with the Czechs against Hitler with a sentence in the concentration camp Buchenwald. "I'd do anything for him," says a bellhop who carries the Schwarzenberg luggage, which is labeled with a green-and-white American Express tag reading "Prince Schwarzenberg."

There is a deep connection to history felt in this part of the world—not just today, that fall within living memory, such as 1954 and 1968, the years the Soviets put down rebellions in Budapest and Prague, but also to 1914, the year the First World War erupted, and 1918, the year the Austro-Hungarian empire fell. In Prague, a young bearded writer from the opposition delivers his mimeographed manuscript to Prince Karl for publication. "But that's not why I'm here," he says spooning a bit of egg from his plate at the Intercontinental's breakfast buffet. "I'm here because I am a monarchist. Now is the time for the return of old things."

Both Prince Karl and Otto von Habsburg are refraining—at least for the moment—from campaigning for political power. But their advice is sought on many political matters, particularly on dealing with the West.

"I'm here to help any way I can" explains Prince Karl to a BBC reporter and a crowd of curious Czechs at the founding meeting of a new, free, writers' union. "We are capable of great deeds," the royal vor. Habsburg is reported to have told a crowd during his Tolna stop.

Unusual Alliances

The old Central Europe is also beginning to make itself felt farther west on the continent. The Common Market is delaying new memberships until 1993, the year it plans to complete its internal union. But individual governments are moving into new and unusual alliances. The old Austro-Hungarian formation, for example, has popped up in an organization set up this year by Italy, Austria, Hungary and Yugoslavia. In January working groups from the four countries—one from the Common Market, one neutral, one from the East Bloc, and one non-aligned—will meet to improve cooperation in communications, transport, environmental and cultural matters.

No matter what governments Czechoslovakia and Hungary create for themselves, they are likely to reflect the special closeness of the nations of the old Austro-Hungarian empire. On Monday, the same day the prince returns to Vienna, the Czechs open the border to Austria. Vienna officials organize buses for a Berlin-style crush of arrivals, but the crowds don't come. When the prince pulls up at the Mikulov border, there is no line. Partly, this is because Czechs are staying home to demonstrate. But partly, notes Vienna's radio, there is a need for the neighbors and friends to hurry. As we all know, says the announcer, "the Czechs were never gone from Vienna."

Miss Shlaes is editorial features editor of The Wall Street Journal/Europe.

appelé à jouer un rôle fondamental en Tchécoslovaquie, même si comme Otto de Habsbourg il s'efforce de refréner l'ardeur de ses partisans. Avec ses moustaches, il ressemble étrangement à Omar Sharif. "En 1948, ma famille a fui le régime communiste, dit-il. Aujourd'hui, je suis heureux d'être de retour. Je suis ici pour aider au rétablissement de la démocratie."

Louis-Ferdinand de Prusse, petit-fils de l'empereur Guillaume II, pense à "une monarchie libérale comme ciment d'une Allemagne réunifiée."

Pourtant, le dernier des Hohenzollern ne règne plus que sur des souvenirs. C'est le jour anniversaire de ses onze ans que l'Allemagne s'avoue vaincue. Son grand-père abdique. Ce n'est pas un grand drame pour ce jeune prince d'une nature pacifique. En 1938, Louis-Ferdinand épouse une nièce du Tsar. Hitler exclut le prince de l'armée allemande. Farouche anti-nazi, il échappe de peu à la potence après l'échec du complot de 1944 contre le Führer. Dès lors, il se consacre essentiellement à l'administration de ses

biens et à sa famille.

Alexandre de Yougoslavie ne renonce pas à jouer un rôle d'arbitre dans un pays en train de se disloquer. Brillant homme d'affaires, le prince héritier est directeur d'un des plus grands groupes d'assurances du monde. Son arrière grand-père a, le premier, organisé l'insurrection contre l'Empire Ottoman. La monarchie a été abolie lors de la prise du pouvoir par les communistes en 1945. "Je suis né en 1945, à Londres, où mon père régnait en exil, explique le Prince. Je ne connais donc pas

EUROPE

The plot thickens in Yugo-Dynasty

FROM OUR SPECIAL CORRESPONDENT IN YUGOSLAVIA

NOSTALGIA for pre-communist monarchies is back in fashion in the Balkans. It is easy to see why. Romania's former King Michael, chased from the throne by the Russians in 1947 and for many years a successful businessman living near Geneva, compares wonderfully with the awful President Ceausescu. Bulgaria's old leader, Mr Todor Zhivkov, looks decrepit beside the dashing Prince Simeon, the son of Bulgaria's last king, Boris. In Madrid, where Simeon lives, he receives plenty of discreet visitors from Bulgaria as well as lots of postcards.

Even in tumultuous Yugoslavia, where the Karadjordjevic dynasty was never wildly popular (not even among its fellow-Serbs), there is new interest in the monarchy Tito deposed in 1945. This is partly because of the gap left by the death in 1980 of that rather monarchical figure, Tito himself. Other things have helped. One delicious current Karadjordjevic is Catherine Oxenberg—Amanda in the soap opera "Dynasty", shown recently in Yugoslavia. Her smart mother, Princess Elizabeth (the daughter of the late Prince Paul, Yugoslavia's regent before King Peter took the throne in 1941), caused a sensation at the end of June by attending the



Oxenberg, a royal attraction

celebrations marking the 600th anniversary of the battle of Kosovo and going to a lot of parties in Belgrade. She was the first Karadjordjevic to visit Yugoslavia since the second world war.

But the Karadjordjevics' renewed prominence has aroused animosities, not least among the ex-royals themselves. Earlier this year Prince Alexander, the late King Peter's son and now a businessman

in London, gave an interview to *Mladina*, a cheeky Slovene magazine. It also appeared in a Croatian one, *Start*. The interview angered many Serbs, because the prince was clearly trying to reach out to all Yugoslavs rather than just the Serbs. *Nin*, the Belgrade weekly now controlled by Serbia's populist leader, Mr Slobodan Milosevic, described the prince's appearance in "anti-Serb" magazines as "grotesque", like a nun wearing a bikini. Abroad, the Serb monarchist organisation Cetnik removed the prince's portrait from its offices and announced that it was abolishing its annual Karadjordjevic day celebration.

Sympathy for these Serb sensitivities comes from Paris. Another prince, the brother of Princess Elizabeth, has told *Nin* that he was upset about Prince Alexander's interviews—all the more so because many people attributed the London prince's remarks to him: he too is called Alexander. The Paris Alexander more than made up for the London Alexander's apparent lack of Serb zeal by backing some of the controversial policies launched by Mr Milosevic. That has reinforced anti-Karadjordjevic prejudices in Yugoslavia's western, non-Serb parts. And it has strengthened the already strong wave of nostalgia there for the much classier Habsburgs, who ruled Croatia, Slovenia and Bosnia until 1918.

la terre de mes ancêtres, mais je rencontre des compatriotes en exil. Mon espoir est de servir mon pays et de le voir devenir une démocratie. J'aimerais bien voir le parti communiste, comme en Espagne, devenir un parti politique parmi d'autres. Le rôle d'un roi est essentiel dans cette perspective. Juan Carlos a réussi à réconcilier tous les partis. Je voudrais que mon pays fasse de même. Mon devoir est d'incarner pour la Yougoslavie une possible solution d'avenir."

A l'heure où le vent de la pérestroïka souffle sur la Bulgarie, Siméon II, le Tsar des Bulgares vit à Madrid. Son père est mort, sans doute assassiné par des agents d'Hitler, en 1943. La monarchie devait être abolie en 1946 à la suite d'une véritable parodie de référendum. L'héritier a gardé de nombreux contacts avec les Bulgares. Lors d'une visite à Sofia, en avril dernier, Otto de Habsbourg a pu constater que la dynastie y jouissait d'un grand prestige. Des dirigeants communistes lui aurait demandé des nouvelles de Siméon, envisageant même son retour sous une forme ou une autre.

En Roumanie, la dictature du "conducator" Ceausescu s'est enfin effondrée. Destruction des villages, persécution des minorités. Agonie économique et culturelle. L'opposition y a été pourchassée et même exterminée

physiquement. Aujourd'hui, elle se reconstitue progressivement et non sans difficultés.

Dès lors, l'espoir réside peut-être près de Genève, où vit Michel Ier de Roumanie. Il sut mettre fin à la dictature pro-

sauver la Roumanie aujourd'hui comme elle l'a fait en 1944." "Entre les Roumains et moi, il y a des liens de famille", souligne le roi exilé.

En ce temps où les statues de Lénine sont déboulonnées, les



nazie et régna quelque temps après la guerre, malgré l'emprise de l'Armée Rouge. Il est chassé en 1947. Commence alors sa vie d'exil. Il épouse Anne de Bourbon-Parme en 1948. Sur un éventuel retour, Michel de Roumanie déclare, dans Le Figaro, qu'il reçoit de nombreux messages de sympathie émanant de compatriotes roumains. En novembre 87, les ouvriers révoltés de Brasov avait écrit sur les murs : "Michel, reviens ! Sauve-nous !". Il y a peu, l'universitaire Doïna Cornea, que Ceausescu persécutait, transmettait un message où on pouvait lire : "J'espère que Sa Majesté pourra

citoyens des pays de l'Est se tournent vers leurs racines perdues...

Et en Union soviétique... Si le communisme prenait fin aussi... Sur les côtes de Bretagne, Vladimir de Russie, le dernier des Romanov, rêve à la terre de ses ancêtres. La Révolution d'Octobre avait massacré la famille impériale. Seul, le père de Vladimir réussit à fuir. Le 17 juillet dernier, une messe a été célébrée à Moscou, en mémoire du Tsar assassiné...

Bertrand MATOT

Document :

UN MANIFESTE ROYALISTE A PRAGUE

C'était encore le temps de la Tchécoslovaquie "normalisée". Vaclav Havel passait de la liberté surveillée à la prison. Pourtant, malgré les persécutions, l'opposition ne désarmait pas. En son sein, un curieux groupe : "LES ENFANTS DE BOHEME". Le 28 mai 1988, ce groupe rédigeait un étrange manifeste, liant traditionalisme et écologisme. Nous en donnons ici quelques extraits significatifs, choisis et traduits par notre ami Martin Hybler.

"Nous, les Enfants de Bohême, proclamons que la couronne de Saint Wenceslas, le Royaume de Bohême, durent.

"Nous nous préparons au retour du Roi, tel est notre but suprême.

"Le roi régant par la Grâce de Dieu est responsable devant Dieu pour son pays et pour son peuple !

"Le roi protège les pauvres contre les puissants et les riches !

"Le roi est une garantie, il protège les forêts, les animaux, la nature, contre le pillage impitoyable des puissants criminels au pouvoir qui dilapident les trésors du pays sans lui rendre ce qu'ils lui ont pris !

"Le roi est une loi devant laquelle l'homme, l'arbre, le sol, l'animal et la forêt sont égaux; toute action de l'un au détriment de l'autre est un crime !

"Le roi alloue à son peuple les biens du pays; il se réjouit quand le peuple fait grandir avec respect le patrimoine et laboure avec amour la terre, cette mère dont il est issu.

"Le royaume est un héritage sacré, ce qui implique le plus grand respect à l'égard de tout - à l'égard de chaque arbre, ruisseau, montagne, à l'égard des humains et de leurs oeuvres, à l'égard de la dignité de chacun et de chaque chose.

"Le royaume n'est pas un gouvernement d'une minorité sur une majorité, ni non plus d'une majorité sur une minorité.

"Le royaume n'est pas un gouvernement de quelques milliers d'escrocs, d'avares et de parasites...

"LE ROYAUME EST SACRE ! (...)

"Le gouvernement du royaume sera tel que le peuple le décidera par son suffrage - s'il vote communiste, qu'il soit communiste ! Cependant, nous pensons qu'un gouvernement n'a pas à se définir par un programme politique : il est tout simplement bon ou mauvais. (...) Nous proposons donc de transférer les partis politiques dans le domaine des variétés culturelles ou des associations caritatives. (...)

"Nous déclarons que ces quelques points ne représentent aucun programme politique (ce que nous détestons) mais certaines des normes les plus fondamentales et les plus sacrées de la vie : la continuité, le respect, le développement du patrimoine de notre pays et de l'héritage de nos pères."

Discours du Roi des Belges

« L'Europe de l'Est vit actuellement une évolution extraordinaire »

Voici le texte du discours prononcé par le Roi à l'occasion de la Fête nationale. Les intertitres sont de notre rédaction.

« Mes chers compatriotes,

» La Fête nationale est pour tous les Belges l'occasion de réfléchir aux valeurs qui nous unissent, quelles que soient notre culture, nos régions, nos opinions politiques ou philosophiques. Ces idéaux nous semblent bien souvent évidents. Si évidents même que nous n'en sommes pas toujours très conscients. Nous avons en effet perdu le souvenir des luttes et des efforts consentis par les générations qui nous ont précédés pour en arriver à l'Etat de droit, libre et démocratique, dans lequel nous vivons.

» L'évolution actuelle du monde peut nous aider à prendre la mesure de ces conquêtes politiques et civiques que nous rappelle le 21 juillet. A ce jour encore des hommes et des femmes luttent pour les obtenir, souvent au prix de mille sacrifices et même de leur vie.

DES ASPIRATIONS UNIVERSELLES

» Nous considérons parfois aussi que ces valeurs de liberté et de respect des droits individuels sont propres à notre civilisation occidentale. Il faut néanmoins constater qu'elles sont devenues des aspirations universelles.

» Cette évolution spontanée nous incite à cerner de plus près les fondements d'une véritable démocratie. Celle-ci se caractérise par le contrôle que le peuple est en mesure d'exercer notamment par des élections libres sur ceux qui le gouvernent. Elle implique nécessairement le respect des droits et libertés des citoyens, protégés contre l'arbitraire du pouvoir. Le contrôle parlementaire, l'existence des tribunaux indépendants et préservés des pressions extérieures sont autant d'éléments qui font partie de notre vie quotidienne. Mais nous perdons souvent de vue qu'ils sont l'aboutissement d'efforts séculaires et persévérants.

» Le Congrès National de 1830 a joué à cet égard un rôle décisif, nous dotant d'une Constitution qui, à l'époque, avait fait date et servi de modèle ou d'inspiration à d'autres pays.

» Ce sont là des facteurs puissants d'union entre nous. De plus, ils nous rattachent aux autres démocraties, anciennes ou récentes. Ces dernières années, nous avons assisté à un renforcement spectaculaire des idées démocratiques dans le monde.

ENTRE L'ATLANTIQUE ET L'OURAL

» Plus près de nous, l'Europe de l'Est vit actuellement une évolution extraordinaire qui devrait la rapprocher de nos conceptions politiques et sociales. Les courants qui animent le régime soviétique en sont l'exemple le plus frappant. La Pologne et la Hongrie ont opté

pour des changements fondamentaux dans leurs méthodes de gouvernement.

» Dans de telles expériences, les succès alternent probablement avec les échecs. Mais pareille évolution menée à bien devrait avoir à terme les conséquences positives d'une très grande importance pour l'ensemble du continent européen. Une Europe de l'Est plus libre, respectant les droits de l'homme, y compris la libre circulation de ses citoyens, serait ouverte aux autres courants d'idées et favoriserait la créativité des personnes. Le bien-être des populations situées entre l'Atlantique et l'Oural augmenterait considérablement grâce aux échanges commerciaux accrus, et au développement de l'initiative des citoyens.

» Cette Europe serait plus unie et efficace dans la sauvegarde de l'environnement à l'échelle du monde. L'arrêt de la course aux armements et la disparition des rivalités entre les grandes puissances dans le tiers monde permettrait de donner une nouvelle impulsion aux efforts d'assistance au développement.

» Nous pouvons donc nous réjouir des changements en cours et exprimer notre soutien aux pays engagés dans une voie qui les rapproche de nous.

DES APPROBATIONS SANS ÉQUIVOQUE

» Notre désapprobation sera par contre sans équivoque à l'égard des tendances qui vont à l'encontre d'un tel processus. Pensons à la situation actuellement en Roumanie et les récents événements dont nous avons été témoins en Chine. Ils tendent à la négation de valeurs qui, nous l'avons vu, sont de plus en plus reconnues comme universelles. C'est donc au nom de celles-ci que nous sommes en droit de demander le respect des libertés indivi-

duelles et le progrès vers des systèmes politiques et juridiques qui correspondent aux aspirations exprimées par les peuples où que ce soit dans le monde.

» Prenons garde cependant, en agissant de la sorte, de montrer trop facilement une bonne conscience. Certes sur le plan international, l'oppression et l'arbitraire sont à condamner sans relâche et sans faiblesse. Mais chez nous aussi, tout ce qui peut y ressembler doit être dénoncé.

» Nous devons d'abord nous protéger contre la montée des intolérances et de la xénophobie dans nos pays. Des formes d'arbitraire plus subtiles doivent être aussi combattues.

» Nous devons éviter, par exemple, que le citoyen ne se sente perdu au milieu de réglementations trop complexes ou qu'il soit victime d'un partage mal défini entre les différents pouvoirs, ou encore que le retard judiciaire, ne le décourage d'avoir recours aux tribunaux.

DES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

» Enfin, au-delà des libertés civiques et politiques, les acquis démocratiques comprennent également des droits économiques et sociaux. Or, aujourd'hui, un trop grand nombre de femmes et d'hommes se trouvent encore chez nous dans une situation qui les exclut en fait de la jouissance de ces droits, dont tous, sans exception, devraient bénéficier.

» Mes chers compatriotes, les privilèges qui sont nôtres ne peuvent nous dispenser d'esprit critique vis-à-vis de nous-mêmes. Sachons les apprécier à leur juste valeur. Souvenons-nous toujours que le maintien de la démocratie et la défense des libertés exigent un combat permanent qu'ensemble, nous devons tous poursuivre. »

LA LIBRE BELGIQUE

Samedi-Dimanche
22-23 juillet 1989

Petite histoire de la dynastie roumaine

"Ile latine au coeur d'une mer slave", la Roumanie actuelle est de création récente. Constituée pour l'essentiel de la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie, elle connut pendant plus de dix siècles toutes les occupations possibles.

C'est au XIX^{ème} siècle seulement que les choses évoluèrent de façon plus sensible. L'Est des Carpathes fut touché par ce grand frisson nationaliste qui secouait avec plus ou moins de bonheur tous les peuples opprimés d'Europe. Même vieille de cinq siècles, la présence des Turcs demeurait insupportable. En 1821, après la Grèce, puis en 1848, lors du "printemps des peuples", le principe des nationalités devait s'affirmer avec vigueur et une première et brève indépendance voir le jour.

Mais il fallut attendre 1856, le Congrès de Paris et le soutien d'un Napoléon III soucieux de l'expansionnisme dans les Balkans d'une Russie pourtant battue en Crimée, pour qu'un début d'autonomie devienne réalité. Trois ans plus tard, la Transylvanie restant sous contrôle hongrois, les assemblées de Moldavie et Valachie élisaient le même prince, Alexandre Cuza. Etape importante, avalisée par le Sultan ottoman, mais qui s'acheva en 1866 par le renversement du prince. L'idée pour tant demeura.

Soutenu par les puissances européennes comme la France et la Prusse, un successeur fut alors choisi en la personne du prince Charles de Hohenzollern-Sigmaringen, dont le père, Charles-Antoine, avait en 1849 abandonné sa principauté au profit de la Prusse. Un plébiscite (690 000 oui contre 224 non) confirma amplement ce choix, et Charles, bientôt Carol, devint le prince régnant d'une Roumanie sous la tutelle de plus en plus nominative de l'empire Ottoman.

La véritable indépendance fut obtenue après la guerre menée conjointement avec les Russes contre les Turcs. Du traité de

San Stephano au congrès de Berlin, la Roumanie naissait et le 14 mars 1881, le prince Carol en devenait le premier roi.

Marqué par la reconnaissance de tous les autres Etats, par de graves problèmes sociaux et une vie politique intense, le règne de Carol I s'acheva en 1914 alors que débutait le premier conflit mondial. Ferdinand I, né en 1865 et neveu de Carol, devint alors roi. Après avoir observé la neutralité, il engagea son pays du côté des Alliés. Les opérations militaires furent difficiles, voire désastreuses, mais à la fin de la guerre, la Roumanie se trouvait du côté des vainqueurs et recevait la Transylvanie.

Photo parue dans "Point de Vue" - 14/12/89



Le roi Michel de Roumanie et la reine Anne, née princesse de Bourbon-Parme, vivent actuellement en Suisse, près de Genève. En l'absence d'héritier mâle, c'est leur fille aînée, la princesse Margarita, qui pourrait leur succéder un jour...

En 1927, la jeune dynastie d'un pays agrandi connut quelques difficultés. Le prince héritier Carol ayant, pour des raisons sentimentales, renoncé à la couronne, ce fut son fils Michel, alors âgé de six ans, qui succéda au roi Ferdinand. Ce premier règne, avec Conseil de Régence, dura trois ans. Revenant sur sa décision et profitant des problèmes économiques et politiques que connaissait le pays, Carol reprit le trône. Fait plutôt rare dans une monarchie, le père succéda au fils.

Dix ans plus tard, Carol II abdiquait. C'était le temps où le Fascisme semblait triompher et, encouragé par Hitler, le général Antonescu réussissait un coup d'Etat. Pour sauver les apparences, le prince Michel devint roi pour la seconde fois, mais face à celui qui se faisait appeler le "Conducator", le jeune souverain de dix-neuf ans semblait bien fragile. Pourtant, ses sympathies allaient à l'opposition et il attendait le moment où il pourrait enfin agir. La situation était vite devenue intenable et l'Allemagne qui occupait la Roumanie depuis janvier 1941 entraînait le pays dans sa lutte contre l'U.R.S.S.

De nombreux contacts furent pris avec les Alliés et avec les Soviétiques, ces derniers déclarant officiellement aider à la libération de la Roumanie mais sans jamais s'immiscer dans ses

affaires intérieures. Le 23 août 1944, le roi convoqua alors Antonescu et après une entrevue dramatique, il fit arrêter le Conducator. Dans un message radio-diffusé, le roi exigea la fin des hostilités. Bucarest fut alors bombardé par l'aviation allemande.

La Roumanie comptait vingt et un millions d'habitants, dont seulement un million de communistes. Une fois les Allemands chassés et l'armistice signé avec les Russes, on s'aperçut que le pays tout entier était quadrillé par les nouveaux alliés et qu'ils comprenaient la non-ingérence d'une manière bien particulière. Les accords de Yalta ne pouvaient d'ailleurs que les y encourager.

Les trois années qui suivirent furent marquées par l'élimination de toutes les forces non-communistes. Les élections truquées se succédaient et bientôt le roi demeura le seul obstacle à une mainmise totale sur le pays. Ne voulant pas cautionner un régime que le pays désavouait, Michel en arriva même à faire "grève", refusant de signer les décrets pris par un gouvernement imposé par la force. Mais l'étau se resserrait. De retour de Londres, où il avait assisté au mariage de la princesse héritière Elisabeth, Michel I, qui de son propre aveu préférerait "un roi mort à un roi fuyard", put constater à quel point les autori-

tés avaient fait le vide autour de lui. Tout contact avec un peuple demeuré fidèle était désormais impossible et l'heure du dénouement approchait.

Dans la nuit du 29 au 30 décembre 1947, convoqué à Bucarest, cerné par les chars et menacé d'un bain de sang, le roi dut abdiquer. Son départ, le 3 janvier 1948, laissait le champ libre à la dictature. Il revint sur son abdication forcée, mais cela n'empêcha pas la proclamation de la République populaire roumaine, le 13 avril suivant.

Plus de quarante ans ont passé, mais le roi, marié à la princesse Anne de Bourbon-Parme et père de cinq filles, n'a jamais oublié son pays et ses compatriotes. Les messages envoyés chaque année depuis son exil helvétique en témoignent. Ils étaient relayés ces derniers temps par des appels à l'aide internationale pour faire cesser la tyrannie du nouveau "Conducator". "Ne laissez pas périr un peuple innocent", demandait-il en septembre 1988, avant d'interpeller les dirigeants soviétiques et américains réunis à Malte.

Depuis lors, Ceaucescu est tombé, mais le pays semble s'enfoncer dans la plus grande confusion. Alors...

Alain SAINT-PAUL

LE ROI MICHEL appelle à la trêve

L'ancien roi Michel de Roumanie (1940-1946) a lancé mercredi soir à la télévision hongroise un appel dans sa langue maternelle à l'armée roumaine pour qu'elle s'abstienne de tirer sur le peuple comme ce fut le cas lors des émeutes sanglantes du week-end dernier à Timisoara (nord-ouest de la Roumanie).

LE QUOTIDIEN DE PARIS (22 DECEMBRE)

Chassé de son pays en janvier 1948, le roi Michel de Roumanie, qui vit en exil à Versoix, près de Genève, a, d'ores et déjà annoncé être prêt à retourner au pays pour « renouer le fil constitutionnel artificiellement interrompu ». Depuis quelques jours, le monarque a multiplié des déclarations à la presse étrangère afin d'affirmer sa volonté de se « mettre au service de son peuple si celui-ci le désire » pour conseiller et aider le pays à remettre les choses en place.

De son côté, l'Union mondiale des Roumains libres souhaite le retour au pouvoir en Roumanie de l'ex-roi Michel de Roumanie. « Les Roumains sont prêts à l'accueillir, car il a laissé un bon souvenir », a déclaré hier au « Quotidien » Ion Youcal, un journaliste roumain vivant à Paris et membre de l'Union. Pour cette organisation, implantée dans 24 pays du monde, dont la Roumanie, le roi Michel est « le seul garant possible du rétablissement de la démocratie et de la stabilité ». Selon M. Youcal, M. Manescu est trop compromis par ses antécédents communistes alors que Doïna Cornea, qui jouit d'un énorme prestige au sein de la population roumaine, n'a pas d'ambitions politiques. »

Hier, le monarque a adressé depuis Fernay, en France, un appel à l'armée pour qu'elle renverse « immédiatement le régime de l'imposeur Ceausescu et de sa femme et pour qu'elle élimine la milice. » Il a également appelé tous les « travailleurs à une grève générale » et « les diplomates roumains à l'étranger à participer à ce renversement. »

« J'exhorte les généraux et tous les éléments opposés à ce régime de constituer, le plus tôt possible, un gouvernement transitoire, appelé à restaurer la démocratie au moyen d'élections libres », a-t-il demandé dans cet appel. La perspective de voir le roi Michel de Roumanie revenir dans son pays prendre le pouvoir n'est pas écartée par les milieux diplomatiques occidentaux et est-européens.

Quelle est l'avis de la plus célèbre opposante roumaine, Doïna Cornea ? Celle-ci ne peut pas répondre pour l'instant. Même Ariadna Combès, sa fille vivant en France, n'a plus aucune nouvelle d'elle depuis le 30 novembre. « Je ne sais même pas si elle a continué ou arrêté sa grève de la faim », a-t-elle déclaré jeudi soir. La surveillance de Mme Cornea a en effet été renforcée depuis les massacres de Timisoara pour qu'elle ne puisse pas appeler à manifester. Agée de 60 ans, Mme Cornea était maître-assistant à l'université de Cluj, à l'ouest du pays, où elle enseignait le français. Assignée à résidence, elle a fait jusqu'à présent l'objet d'une surveillance rapprochée par la Securitate, qui l'avait déjà molestée à plusieurs reprises.

Discrets et méfiants les uns envers les autres, tous ces hommes et les mouvements d'opposition auront sûrement beaucoup de mal à apprendre à exercer le pouvoir si chèrement reconquis. Accepteront-ils tous le retour au pays du roi Michel de Roumanie ? Parviendront-ils à trouver un langage commun ? Autant de questions auxquelles il faudra trouver des réponses immédiates, faute de quoi la Roumanie risque de basculer encore plus dans un immense bain de sang.

Christophe URBANOWICZ

LE QUOTIDIEN DE PARIS (23 DEC)

L'ex-roi Michel « prêt à servir »

GENÈVE

de notre correspondante

Versoix, canton de Genève. Michel, un grand homme maigre de soixante-huit ans, calme mais visiblement tourmenté, et son épouse Anne écoutent, quelque peu tendus, la radio. L'ex-roi Michel de Roumanie et l'ex-reine Anne viennent d'apprendre la chute de Ceausescu et n'en croient pas vraiment leurs oreilles. La joie et la crainte passent tour à tour sur les visages. Les bains de sang ne s'oublient pas. Ont-ils seulement pris fin ?

Entendant l'ancien hymne entonné par la foule à Bucarest, Michel de Roumanie reconnaît que mille sentiments, mille sensations, le traversent. « Certes, le départ du tyran est une bonne nouvelle, dit-il, mais que de violences il a fallu d'abord supporter... Ils ont tué des enfants,

mitraillé des blessés dans les hôpitaux. » Sa femme ajoute : « Nous ne voulons pas la mort, nous voulons seulement que s'en aille le diable. » Lui est trop ému pour imaginer l'avenir ; la situation est trop mouvante, mais il donne tout de même deux précisions. Pas question de former un gouvernement en exil, que personne, à son sens, ne prendrait au sérieux. Il estime que la priorité devrait être donnée à la Constitution de 1923, qui garantit les libertés fondamentales.

« Si je suis sollicité... »

Puis, de nouveau, les remarques fusent : « Comment la patience peut-elle être assez forte pour remettre sur pied un peuple ? Il y a tellement de blessures... Comment les frères peuvent-ils tirer sur leurs pro-

pres frères ? » Ou encore : « Quand on attend un événement pendant des années et qu'il arrive enfin, on est à court de paroles. »

« Avez-vous un plan ? »

« Je ne peux le dévoiler ; »

« Un retour éventuel sur le trône ? »

« Si je suis sollicité, si les Roumains le souhaitent, j'accepte et je suis prêt à servir mon pays en y instaurant un ordre constitutionnel et la démocratie. Mais tout cela est prématuré. Les choses changent si vite. »

On rappelle à l'ex-roi son abdication en 1948, qu'il n'a acceptée, dit-il, qu'à la suite d'un chantage dont il fut victime : ou bien il abandonne le trône, ou bien on fusille des centaines d'habitants.

ISABELLE VICHNIAC

LE MONDE

(24 DECEMBRE)

▼ Réactions

L'ex-roi Michel prêt à rentrer dans son pays

L'ancien roi Michel de Roumanie, chassé par les communistes il y a plus de quarante ans, s'est déclaré hier prêt à rentrer dans son pays, non pas, dit-il, pour s'asseoir sur un trône, mais pour servir, conseiller et aider à remettre les choses en place. « Très heureux » de la chute de Ceausescu, « ému et concerné par tous ceux qui ont souffert », l'ex-monarque, qui vit retiré près de Genève, avait à plusieurs reprises demandé aux Américains de prendre des sanctions économiques contre le régime à Bucarest.

LE PARISIEN (23 DECEMBRE)



Le monarque à l'époque de son règne (1940-1947)

Michel de Roumanie, roi à cinq ans et demi

Stupeur et joie. Noué par l'émotion, l'ex-roi Michel de Roumanie est resté muet, hier midi, lorsqu'il a appris l'arrestation de Ceausescu. Dans sa maison coscuse des bords du lac Léman, où il s'est installé après une vie de royauté et d'exil mouvementé, Michel de Hohenzollern-Sigmaringen vit depuis une semaine au rythme des événements de Timisoara et de Bucarest.

Pourtant, à 67 ans, cet homme a traversé bien des moments historiques. Il a cinq

ans et demi, lorsqu'il est proclamé roi de Roumanie après la destitution de son père Carol, en juillet 1927. Mais, trois ans plus tard, son père revient au pouvoir pour lui succéder. En 1940, il reprend sa couronne. Mais ses pouvoirs sont limités par Ion Antonescu.

« En juin 1941, a-t-il dit plus tard, la Roumanie a déclaré la guerre aux Alliés sans que je le sache. J'ai régné jusqu'en 1947 sans aucun pouvoir. »

En 1947, le régime communiste l'oblige à s'enfuir. Et la

réputation du souverain restera longtemps entachée par le fait que la Roumanie ait été l'alliée de Hitler.

Il connaît ensuite les rigueurs de l'exil en Angleterre, aux Etats-Unis et en Amérique du Sud. Déchu de sa nationalité roumaine, il s'installe d'initivement en Suisse en 1956 avec sa femme, née Bourbon-Parme, et ses quatre filles.

Après une reconversion professionnelle en Californie, il devient instructeur d'aviation dans une compagnie amé-

ricaine, puis s'installe à Genève, où il prend la direction de l'école internationale de pilotage automatique et devient correspondant genevois pour un agent de change new-yorkais.

Tous les ans, à Noël, il publie un message de vœux aux Roumains et, jeudi soir, lors d'une conférence de presse tenue à Ferney-Voltaire, dans l'Ain, il appelait ses compatriotes à renverser Ceausescu en concluant : « Je suis et je serai toujours avec vous. »

FRANCE SOIR

(LUNDI 25 DECEMBRE)

LA FAMILLE ROYALE EN EXIL EN SUISSE

« Nous ferons ce que le peuple voudra »

De notre envoyée spéciale

Nelly TERRIER

GENÈVE

Il écrit « Mon peuple ». Elle confie : « Je suis plutôt à gauche ». Lui, c'est Michel de Hohenzollern-Sigmaringen, ex-roi de Roumanie, en exil en Suisse. Elle, c'est la princesse Margaret, sa fille aînée.

Samedi, la villa coscuse, bâtie sur les hauteurs de la banlieue de Genève, en Suisse, vit dans un tourbillon. « Nous recevons des coups de fil de toute l'Europe, le prince Charles, le roi Baudouin, la reine Sophie. Ils ont tous appelé. Nous sommes une

grande famille solidaire », lâche de sa voix rauque de fumeuse la reine Anne, née de Bourbon-Parme.

La radio est allumée, l'attache de presse envoie et réceptionne des fax, la reine répond au téléphone et Margaret revient de l'aéroport où elle est allée acheter tous les journaux. Pendant ce temps, enfermé dans son minuscule bureau dont la baie vitrée donne sur le petit jardin, le roi Michel traduit en roumain l'appel qu'il vient de lancer à Margaret Thatcher, François Mitterrand et Mikhaïl Gorbatchev, pour « venir au secours de son peuple ».

DÉCOR BANAL. Il y a une atmosphère étrange dans

cette maison. Des têtes couronnées sans diadème, des princesses sans fortune et un décor banal : un salon aux canapés beiges et un coin salle à manger. Seuls, deux tableaux dont un de la reine jeune attestent d'une certaine royauté.

« Nous ferons ce que les Roumains voudront, ce sont eux qui décident. Ce qui est sûr, c'est qu'il faut établir une démocratie. » Margaret a quarante ans, elle est née en exil, comme ses quatre autres sœurs. Diplômée de sociologie et de sciences politiques, elle a toujours travaillé pour vivre.

De la Roumanie, elle ne connaît rien sauf ce que lui en

ont dit son père et sa grand-mère. « Mais il y a quelque chose de plus fort que la raison entre ce pays et moi. Des ondes de l'âme », dit-elle dans un français à l'accent anglo-italien. Ses doigts triturent un stylo, l'émotion perce dans ses yeux. « Je n'ai pas les idées très claires en ce moment. C'est la joie et l'horreur tout à la fois, je n'y croyais plus. »

« Sophie arrive demain, elle a trouvé un billet charter pas cher. Elle veut être avec nous. » La reine vient d'entrer, heureuse d'annoncer la venue de sa troisième fille. « Nous sommes un clan uni », lance-t-elle. « Mais non, maman, dit en souriant Margaret, le mot clan, ça fait un peu Ceausescu. »

DANS SON EXIL SUISSE, MICHEL I^{er} NOUS CONFIE SES ESPOIRS POUR SON PAYS

Notre envoyé spécial Vick Vance a vécu une journée historique dans la propriété « Fantasia », près de Genève, au côté du roi Michel I^{er} et de la reine Anne de Roumanie, princesse de Bourbon Parme, et de leur fille aînée, la princesse héritière Marguerite.

Paris Match. Quand vous êtes-vous rendu compte que le climat commençait à se détériorer en Roumanie ? Surtout qu'au début, Ceausescu était très populaire et passait pour un libéral ; il avait fait partir les Russes !

Michel I^{er}. Toutes ces histoires d'indépendance et de comportement libéral, ce sont des blagues. Nous étions convaincus que ces prises de position étaient orchestrées, à cette époque, par Moscou, car ce que les Russes ne pouvaient obtenir directement des Américains et des Alliés, ils l'obtenaient par la porte de service de M. Ceausescu.

La vérité sur M. Ceausescu ? Quand il avait quinze ans, Ceausescu est allé à Moscou, à la belle époque stalinienne, pour se mettre à l'école du K.g.b. C'est alors qu'il a appris son vrai métier. Car tout ce qu'il a fait systématiquement, toutes ces constructions de quartiers modernes, c'est exactement ce que Staline avait fait à son époque. Simplement, il a appliqué ces méthodes quelques années plus tard, en faisant vivre son peuple dans la terreur de cette police secrète, et des masses de gens ont disparu, comme à l'époque stalinienne.

C'est après être allé en Chine en 1971 qu'il a commencé à avoir très peur.

P.M. Quand avez-vous compris que le peuple allait réagir ?

Michel I^{er}. Ce n'est par hasard qu'il a réagi. C'était mûr depuis plusieurs années mais le peuple ne pouvait pas s'exprimer. Je suis surpris de voir ce que les Roumains ont réussi à faire : obliger Ceausescu à fuir ! Je suis fier de mon peuple. Toute la population était fichée, les espions de la Securitate étaient infiltrés dans toutes les couches de la société et ceux qui ne chantaient pas les louanges de Ceausescu subissaient le sort des opposants de Staline. Non seulement le peuple vivait dans la terreur, mais il ne mangeait pas à sa faim.

P.M. Avez-vous eu des contacts avec les gens de l'intérieur ?

Michel I^{er}. Non, parce que cela aurait été très dangereux pour eux, mais dès 1987, j'ai reçu de nombreux appels au secours. Certaines personnes

m'avaient même rapporté qu'on pouvait lire sur les murs : "Mihai - mon prénom en roumain - sauve-nous !" Je recevais en permanence la visite d'exilés qui souhaitaient me voir revenir.

C'est à partir de 1971 que j'ai reçu des lettres de menaces envoyées par ses services secrets. Elles étaient postées d'Amérique, d'Italie, de France. Ce matin encore, j'en ai reçu une en anglais, de Genève. Bien entendu, les autorités suisses sont au courant.

Ceausescu s'est mis alors à se méfier de l'armée, il lui a retiré ses armes et réduit son budget. Il s'est entouré de cette garde prétorienne, formée de Syriens et de Libyens, et a augmenté le budget de la Securitate.

P.M. Sur quoi vont déboucher tous ces changements à l'Est après quarante ans de communisme ?

Michel I^{er}. Dans tous ces pays, les générations actuelles ne savent pas ce qu'est la démocratie, ni comment elle s'exerce. Elles ignorent ce qu'est un vrai parlement. Après avoir vécu sous des régimes autoritaires, le décalage est énorme. C'est cela le grand problème. Les jeunes ne savent pas faire les choses comme nous. Il faudra beaucoup de temps, d'adaptation, d'éducation, de formation pour qu'ils apprennent comment fonctionne une démocratie. Mais il faut commencer par s'attaquer aux problèmes économiques dont dépend absolument leur bien-être, et non à la question politique. Car tous ces pays sont tout de même assez individualistes puisqu'ils ont conservé malgré tout leur foi, leurs traditions et qu'ils ont des identités et des ethnies différentes.

Il est trop tôt pour faire la grande Europe avec eux. Cela ne pourra être envisagé qu'avec le temps mais il ne faut surtout pas les en écarter.

P.M. Croyez-vous que vous pouvez jouer un rôle dans votre pays ?

Michel I^{er}. Je suis prêt, si le peuple roumain en décide ainsi, non à m'asseoir sur un trône mais à servir mon pays et à l'aider à se redresser. C'est mon devoir. Moi aussi, après mon abdication, je suis reparti de zéro et me suis mis à travailler. Nous avons vécu comme n'importe quelle autre famille, simplement, avec beaucoup de bonheur et sans aucun regret. Les Roumains ont vécu sous une monarchie sans couronne avec la famille Ceausescu. Je représente une monarchie constitutionnelle car, de toute façon, le fil n'en a été coupé que par la force et la menace quand je suis parti en exil. (N.d.l.r. Le roi avait été victime d'un véritable chantage : ou il abandonnait le trône, ou il y aurait des représailles sur la population.) ■

PROPOS RECUEILLIS PAR VICK VANCE

77

LE QUOTIDIEN DE PARIS

(27 DECEMBRE)

Le nouveau pouvoir de Bucarest sera-t-il à la hauteur pour maîtriser une situation post-insurrectionnelle toujours délicate ? Rien n'est moins sûr. Une certaine suspicion de la part du peuple pourrait peser sur certains des nouveaux dirigeants dont il ne faut pas oublier qu'ils sont, même s'ils s'en sont écartés, issus du système communiste. Des réflexes conditionnés persistent, tout comme une certaine forme de discours. La langue de bois ne s'oublie pas à la faveur d'une révolution.

L'hypothèse peut paraître saugrenue en cette fin d'année du Bicentenaire : pourquoi pas le rétablissement de la royauté en Roumanie ? Le roi Michel, qui vit en exil depuis quarante ans en Suisse, a fait des offres de service. On ignore quelle est aujourd'hui son image auprès de l'opinion publique roumaine. Il présente cependant deux avantages : celui d'être un rassembleur, conformément à la fonction qu'il pourrait assumer ; et il a l'avantage de l'expérience, parce qu'il l'a vécue, de la démocratie à l'occidentale. Ce dont certains membres du Comité de salut national ne peuvent se prévaloir. Il y a quelques jours, le roi Juan Carlos d'Espagne déclarait avec quelque à-propos que son pays pourrait servir d'exemple pour les pays de l'Est. Il sait, lui, de quoi il parle : n'a-t-il pas en effet assuré à l'Espagne une transition sans violence entre la dictature franquiste et l'instauration à Madrid d'une véritable démocratie ?

Paul CARBON

PARIS MATCH (2449)

DATE DU 4 JANVIER

(6 JANVIER 1990)

MICHEL DE ROUMANIE : "Les communistes ne pourront pas conserver le pouvoir"

☐ Robert Lacontre. - Comment expliquez-vous que la France ait réclamé l'intervention de l'URSS pour ramener l'ordre en Roumanie ?

■ Michel de Roumanie. - On a déformé mes propos. J'ai adressé un appel à Mme Thatcher et à M. Mitterrand pour qu'ils nous viennent en aide et fassent pression pour faire cesser ce hain de sang. Mais je me suis adressé aussi aux pays du pacte de Varsovie, puisque mon pays fait partie de ce pacte. On a déformé mon appel. On a dit que j'avais appelé les Soviétiques à entrer en Roumanie. C'est un comble. Il y a donc eu quiproquo. La déclaration française a indigné tous les Roumains. J'ai demandé une rectification. Je ne l'ai pas obtenue.

☐ Ne croyez-vous pas que les « communistes réformateurs » de Gorbatchev sont en train de récupérer cette révolution ?

■ Qu'il y ait des communistes irrécupérables dans cette société démocratique et cet Etat de droit qu'espèrent les Roumains, il n'y a pas de doute. D'ici à penser qu'ils vont réussir à confisquer cette révolution, il y a un pas qui, semble-t-il, ne pourra pas être franchi. Parce que l'Europe est aux côtés du peuple roumain. Mais que d'anciens communistes soient membres du gouvernement provisoire constitue un fait indéniable. J'ajouterai que si, dans les pays voisins de la Roumanie, le même processus a eu lieu sans heurts, mis à part le cas de Krenz en Allemagne de l'Est, c'est que nulle part ailleurs les communistes n'ont été compromis autant qu'en Roumanie. Pourtant cette étape semble obligatoire à constater ce qui s'est passé et ce qui se passe en Pologne, en Hongrie et ailleurs. Seulement voyez-vous, les Roumains ont souffert à un tel point que cette attente leur semble à juste titre intolérable. Il n'y a que l'organisation rapide des élections qui puisse les rassurer. Encore faut-il que les anciens et les nouveaux partis politiques aient le temps de se faire connaître.

☐ Peut-on faire des prévisions sur ces élections, en avril en principe ?

■ Je crois que les communistes ne pourront pas conserver le pouvoir.

☐ Oui, mais l'opposition semble tout à fait désorganisée.

■ Si l'opposition est désorganisée, c'est que le régime en Roumanie, plus que partout ailleurs et qu'en URSS même, empêchait par la terreur toute communication entre opposants. C'est pourquoi je ne crois pas que la lutte pour le pouvoir en vue des élections soit plus terrible qu'elle ne devrait l'être. Les Roumains ont suffisamment démontré au monde leur sang-froid et leur sens de la dignité.

☐ Dans ces conditions, peut-on envisager un retour de la monarchie ?

■ Le retour de la monarchie, qui est, je vous le rappelle, constitutionnelle depuis son avènement au siècle dernier, dépendra du vœu qu'exprimeront les Roumains.

☐ Selon vous, pourquoi le nouveau pouvoir a eu tant d'indulgence avec la Securitate ?

■ La plupart des chefs de la Securitate ont fait l'école du KGB. Comme Ceausescu à Moscou, comme Gorbatchev. Or, le gouvernement provisoire est encore dominé par les communistes.

☐ Dans la famille de Ceausescu qui était le plus terrible ?

■ Eléna était terrible. Nicu était un dépravé. Ceausescu harcelait les femmes.

☐ Et l'Eglise, on n'en parle pas beaucoup ?

■ La hiérarchie orthodoxe a flirté avec le régime, comme en URSS. Quand Ceausescu a rasé les églises et les monastères, elle n'a jamais rien dit. Ce sont les prêtres des villages qui ont essayé de faire quelque chose. La répression a été terrible. Les Grecs catholiques, les uniates, les baptistes ont été décimés. Les Roumains sont très croyants. Ils ont été obligés à vivre comme des taupes. Dans notre passé, c'est toujours l'Eglise qui a maintenu l'âme et l'esprit roumains, le courage, la fermeté. Cette fois-ci, cela n'a pas été le cas.

☐ Les Français ont été très surpris de découvrir que de nombreux Roumains parlaient leur langue.

■ Cela fait partie de notre culture. Notre langue est une langue latine à 85 %. Le reste sont des emprunts aux langues slaves et au grec. C'est la langue des colons de Trajan. C'est pourquoi nous avons l'esprit latin comme les Français.

☐ La Roumanie libre pourra-t-elle un jour récupérer les territoires annexés par la Russie soviétique ?

■ C'est un problème très délicat. Il y a en Moldavie 5 à 6 millions de Roumains. Mais les Soviétiques dans toutes leurs républiques ont fait exprès de brasser la population. J'ai vu récemment un film très instructif. Il y a à Kichinev une statue d'Etienne le Grand, prince moldave, donc un prince roumain, qui tient à bout de bras une énorme croix. On l'appelle aussi le soldat du Christ. Un jour, les Soviétiques ont voulu la détruire, mais les Roumains sont aussitôt descendus dans la rue pour défendre leur statue. Les autorités ont renoncé à leur projet.

PROPOS RECUEILLIS PAR
ROBERT LACONTRE

Et pourtant, ce mercredi soir, Ceausescu parle vrai. Son sort a été, en effet, scellé moins d'un mois plus tôt à Moscou. Le 24 novembre, une source tout à fait fiable d'Europe de l'Est confie en privé et sous le sceau du secret : « Les Soviétiques sont maintenant décidés à se débarrasser de Nicolae Ceausescu. » Elle ajoutait deux précisions particulièrement intéressantes : « L'opération sera déclenchée par des manifestations de rue et comprendra une intervention du roi Michel de Roumanie sur les ondes hongroises à destination de la Roumanie. » A la question : « Quand ? », la réponse se fit laconique : « Prochainement. » Le 4 décembre, la même source déclarait que les événements annoncés auraient lieu « très bientôt ».

Les termes de ces confidences ont été confirmés par les faits : ce sont, en effet, les « manifestations de rue » qui se sont déroulées à Timisoara moins d'un mois après l'information donnée qui ont provoqué le renversement de Ceausescu : d'autre part, le monarque roumain en exil en Suisse est bien in-

tervenu sur « les ondes hongroises à destination de la Roumanie », le lundi 18 décembre (soit le jour où Ceausescu partait pour l'Iran et le lendemain du dimanche sanglant à Timisoara) pour demander à l'armée roumaine de cesser de tirer sur la foule.

Selon la source déjà citée, la décision du pouvoir soviétique a été prise à la suite des déclarations faites par le Conducator sur la nécessaire modification des frontières entre la Roumanie et l'URSS. Au Congrès du parti roumain qui s'était ouvert le lundi 20 novembre, Ceausescu avait, en effet, abordé pour la première fois ce sujet particulièrement délicat. Il avait dit en substance qu'il était temps d'annuler toutes « les conséquences » du pacte germano-soviétique et des diktats imposés alors. Or c'est par cet accord que l'URSS avait dépossédé la Roumanie de la Bessarabie

"LE POINT" N° 902 (1 JANVIER 1990)

TELEVISION

FR3 : LE "19-20"
A2 : TELE MATIN
L5 : JOURNAL DE 20H
A2 : DUCOTE DE CHEZ FRED
1H LE 10 JANVIER A... MINUIT
ENREGISTRÉ CHEZ LE ROI

L'annonce du massacre — on parle de 12 000 morts à Timisoara, alors qu'il n'y en aura pas plus de 5 000 dans tout le pays — déclenche des soulèvements dans plusieurs villes. Lorsque, le 20 décembre, Ceausescu parle de coup d'Etat, il ne se trompe guère. Mais ce coup de force est déjà bien dissimulé derrière une révolution populaire. Le 22 décembre, pour la pre-

mière fois en vingt-quatre ans, la foule hue le dictateur. Et, psychologiquement, celui-ci s'effondre.

Coïncidence étrange : c'est à peu près à ce moment qu'un inconnu, du nom de Roman, tente de se mettre en contact avec le roi Michel I^{er}, en exil en Suisse, pour lui annoncer la formation d'un gouvernement en exil. Le dialogue n'aura pas lieu. Mais, le lendemain, un certain Petre Roman sera nommé Premier ministre à Bucarest.

Le nouveau pouvoir est dominé, en fait, par un autre personnage, devenu presque légendaire : Ion Iliescu, ancien haut responsable du parti, écarté du pouvoir dans les années 70, et légitimé essentiellement par une — incertaine — amitié avec Mikhaïl Gorbatchev, nouée durant ses études à Moscou. Silviu Brucan est là aussi, mais sans les autres signataires de sa lettre ouverte, et semble jouer un rôle d'idéologue du mouvement.

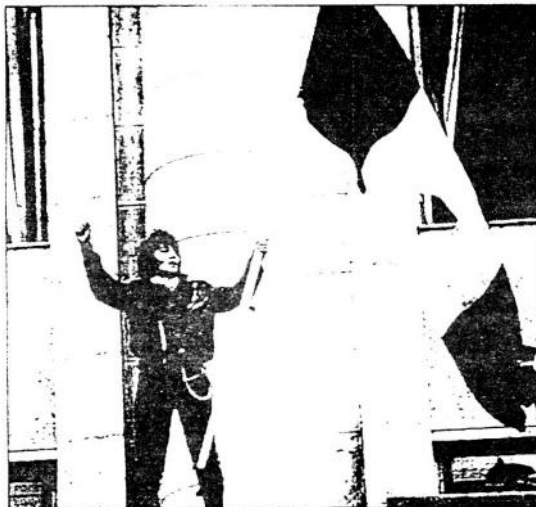
LE POINT N° 903

Michel de Roumanie :

L'ancien roi est un as du « manche à balai » : on lui a appris tout jeune à piloter dans le cas où il aurait à quitter son pays en catastrophe.

Il garde la même Jeep depuis quarante ans

25 décembre 1989 : Noël révolutionnaire à Bucarest. La capitale s'est soulevée contre le dictateur et sa police secrète. Des insurgés brandissent le drapeau national débarrassé de l'emblème communiste. D'autres ont inscrit sur les murs : « Mihail (le prénom du roi, en roumain), reviens ! »



Agé de 68 ans, Michel I^{er} est agent de change retraité et vit en Suisse avec sa famille. Mais, depuis la chute de Ceausescu, il se dit prêt à rentrer en Roumanie pour y instaurer un régime démocratique.

« Mihail, reviens ! » pouvait-on lire ces jours derniers sur les murs de Bucarest. Depuis la chute de Nicolae Ceausescu, des dizaines de dissidents, restés là-bas ou exilés à Paris – comme l'écrivain Eugène Ionesco – demandent le retour du « roi bien-aimé » dans sa patrie. Ces intellectuels expriment-ils le désir de tout un peuple ? Si tel est le cas, l'ex-roi Michel I^{er} de Roumanie, exilé depuis 1947, se tient prêt.

Dans la villa Fantasia, à Vervois, en Suisse, où il réside avec son épouse, Anne, l'espoir renaît. Si la première réaction du roi a été de pleurer les victimes du tyran, il salue la délivrance du peuple. « Si les Roumains le souhaitent, explique-t-il, je suis

prêt, non à m'asseoir sur le trône, mais à servir mon pays. Mon unique programme serait alors de me mettre au travail pour reconstruire le pays et remettre en vigueur, sans plus tarder, la Constitution de 1923 qui garantissait les libertés démocratiques. »

De son règne, Michel I^{er} ne garde pourtant que des souvenirs tragiques. Il est monté sur le trône en septembre 1940, à 19 ans, lorsque son père Carol II en a été chassé par le coup d'Etat du maréchal Antonescu. Ce militaire fasciste engageait la Roumanie au côté des nazis, et ce n'est qu'en août 1944 que le jeune roi put se débarrasser de lui. Trop tard : l'armée soviétique occupait la Roumanie et imposait au peuple un gouvernement communiste. Le 30 décembre 1947, Michel I^{er} fut contraint d'abdiquer, on le menaçait de plonger le pays dans un bain de sang !

Le souverain déchu s'est retrouvé à l'étranger sans aucun moyen d'existence. « L'inconvénient d'une éducation de roi, fait-il remarquer, c'est qu'on ne vous apprend rien qui vous permette de gagner votre vie quand les choses tournent mal ! » Michel se marie pourtant, le 10 juin 1948, avec la princesse Anne de Bourbon-Parme, fille du prince René et de la princesse Margrethe de Danemark. Les nouveaux époux achètent en Angleterre une petite ferme où ils élèvent des volailles qu'ils vendent eux-mêmes sur les marchés. Puis, une importante entreprise américaine de pièces détachées pour avions propose à Michel de devenir pilote d'essai et lui confie le secteur des ventes pour l'Europe.

Michel s'installe alors en Suisse avec sa femme, dans une petite villa près de Genève. Il n'a que son salaire pour faire vivre ses cinq filles : Margarita, Hélène, Irina, Sophie et Marie. Bien qu'il soit devenu par la suite agent de change, son seul véritable bien reste aujourd'hui une vieille Jeep de l'armée américaine, qu'il répare lui-même depuis quarante ans.

Même si l'argent lui a manqué, l'ex-roi s'est toujours battu pour élever dignement ses enfants et maintenir vivante la tradition qu'il incarne. Il a toujours prêté secours, dans la mesure de ses moyens, aux Roumains qui faisaient appel à lui.

Car Michel I^{er}, malgré son abdication forcée, se considère toujours comme le roi. Il n'a jamais perdu le contact avec ses compatriotes, leur envoyant des messages par des voies clandestines ou recevant les dissidents en exil. Il a également entretenu l'espoir dans le cœur de sa fille aînée, la princesse héritière Margarita, aujourd'hui âgée de 30 ans. Il lui a enseigné l'histoire de son pays et lui a inculqué les principes démocratiques inclus dans la Constitution de 1923 promulguée par son grand-père, le roi Ferdinand I^{er}. Depuis l'été dernier, Margarita avait quitté les activités professionnelles qu'elle exerçait à Rome pour s'installer à Vervois : elle aidait son père à animer la résistance au régime Ceausescu.

Aujourd'hui que le dictateur est mort, tout devient possible. Qui sait ? Peut-être Michel I^{er} sera-t-il dans les jours qui viennent le Juan Carlos de la Roumanie ?



Michel de Roumanie avec ses trois filles aînées, encore enfants. L'ex-roi a toujours été un père et un mari modèles.

“Je suis prêt à servir mon pays”

VOICI N°114

C'est-à-dire un nouveau monarque tombé du ciel pour rétablir de façon inattendue la démocratie dans son pays

FREDERIC DELPECH

Et l'Albanie ?



MAISON ROYALE D'ALBANIE
ZOGOU

Un dossier dans le prochain «Lys Rouge»

ALBANIE

Le Monde 12/1/90

Tirana accuse les exilés de fomenter un soulèvement

L'Albanie accuse les Albanais en exil de fomenter un soulèvement populaire analogue à ceux qui ont récemment bouleversé les régimes communistes en Europe de l'Est. Dans un article intitulé « L'Albanie socialiste ne laissera personne la déstabiliser », le quotidien du PC, *Zeri i Popullit*, a accusé, mercredi 10 janvier, les exilés de vouloir restaurer la monarchie en faisant appel au fils du roi Zog. Ce dernier fut renversé par les troupes italiennes et allemandes en 1939. Son fils Leka, qui vit en Afrique du Sud, a annoncé, selon l'agence Reuter, que son « gouvernement en exil » se préparait à brouiller les ondes de la radio albanaise pour donner le signal de l'insurrection contre le régime de Tirana.

Le journal dénonce également comme une tentative de déstabilisation les appels lancés en Grèce en faveur de la liberté religieuse en Albanie. « Inspirés par les changements qui se sont produits en Europe de l'Est, écrit *Zeri i Popullit*, les milieux réactionnaires et les chefs de clans de l'Eglise orthodoxe grecque ont cru que l'heure était venue d'intervenir en Albanie. » Ces accusations sont lancées après que

des sources orthodoxes à Athènes eurent annoncé que quatre jeunes frères albanais d'origine grecque, les frères Prassos, avaient été arrêtés et tués le 11 octobre dernier pour avoir tenté de franchir la frontière gréco-albanaise (*le Monde* du 16 décembre). Cette information est fermement démentie à Tirana. Selon l'agence albanaise ATA, l'ambassade d'Albanie à Athènes a même projeté le 5 janvier pour les journalistes grecs et étrangers un document télévisé tourné le 31 décembre et montrant les frères Prassos fêtant en famille le Nouvel An.

Polémique avec Belgrade

Les autorités de Tirana sont d'autre part engagées dans une polémique avec Belgrade où la presse avait fait état de « désordres » courant décembre, dans la ville de Shkoder, non loin de la frontière avec la Yougoslavie. L'ambassade d'Albanie à Belgrade avait aussitôt qualifié ces informations de « pures spéculations ». Le journal yougoslave *Politika* revient cependant

jeudi sur ce sujet, affirmant que des « mesures d'urgence » ont été décrétées dans la région de Shkoder, où, toujours selon le même journal, cité par l'AFP, plusieurs manifestations de mécontentement, violemment réprimées, se sont déjà produites au cours des dernières années. *Politika* décrit d'autre part la situation à Tirana où, dit-il, la garde a été quadruplée autour des résidences du président Ramiz Alia et de la veuve de son prédécesseur Enver Hodja.

Il va de soi que les informations concernant l'Albanie publiées en Yougoslavie doivent être accueillies avec la plus extrême réserve. Les deux pays sont en effet engagés dans un contentieux à propos des habitants de souche albanaise résidant dans la province yougoslave du Kosovo. Belgrade accuse Tirana d'encourager les désordres dans cette province et de nourrir à son égard des ambitions irrédentistes. Tirana, de son côté, dénonce périodiquement les persécutions dont seraient victimes les Albanais du Kosovo.

A. J.

Burke et les monarchiens

Nous avons déjà, dans un précédent numéro du Lys Rouge (1), mentionné l'importance du passé dans l'oeuvre de Burke, et, en particulier, montré quels correctifs apporter à son apologie du préjugé, si l'on évite les banalités d'usage dans lesquelles s'ébrouent calomniateurs de gauche et thuriféraires de droite. On peut ajouter à cela une phrase significative, extraite du **Speech on the Plan for Economical Reform**, stipulant que "lorsque a disparu le motif d'anciennes institutions, il est absurde de n'en conserver que le fardeau" (2). De cette défense complexe et relative des droits du passé devrait découler une défense, tout aussi subtile, des droits de l'avenir.

UNE DEROBADÉ CONSERVATRICE ?

Certaines formules sont suffisamment claires pour nous dispenser d'épiloguer à leur sujet, et si "Un Etat qui n'a pas les moyens de se réformer quelque peu n'a pas ceux de sa conservation" (3) en est l'une des plus connues, on devrait s'attendre à une analyse nuancée de l'apport de la Révolution, voire même à une claire approbation de ce qui, à ses débuts, donne à la France cette représentation nationale qui lui manquait et que Burke lui souhaite. Or si la profondeur de ses vues est manifeste dans tout ce qui ressortit à

la philosophie politique, il est frappant de constater qu'il refuse, concrètement, toute évolution dans les années où la monarchie existe encore en France, au point qu'on pourrait lui attribuer des positions plus "féodales" que "royalistes" à proprement parler. C'est son conflit avec les monarchiens qui nous éclairera à ce sujet.

Les **Reflections on the Revolution in France** ne tarissent pas d'éloges sur certains membres de ce groupe. Ainsi de Lally-Tollendal : "Ce militaire n'a pas eu les nerfs aussi solides que les paisibles messieurs de la Old Jewry" (4) devant les journées d'octobre, et Burke accepte son jugement sur le "vertueux Mounier" qui partit en exil à la

même époque. Or fin 1791, le "parti modéré" est devenu "de loin le parti des pires mécréants de France" (5), et c'est l'époque où Lally-Tollendal écrit à Burke : "Si j'eusse été du conseil de ville, je n'aurais sûrement pas dit le premier décembre 1666 : il faut mettre le feu à Londres, et le réduire en cendres : mais je n'aurais pas dit le 7 : Il faut rebâtir Londres comme il était" (6). Le piquant de l'affaire est bien la tonalité de ces lignes, comme si Lally prenait Burke au piège de son propre réalisme et de sa prudence politique. Quelle peut donc bien être la cause de cette rupture, et en quoi, au bout du compte, nous renseigne-t-elle malgré tout sur la perspicacité de Burke ?

INCONCILIABLES PROXIMITES

A première vue, il est impossible de trouver plus proche de Burke que ces monarchiens; ils le sont certainement beaucoup plus, en dépit de ce qui peut s'écrire, que ne les seront jamais les contre-révolutionnaires. Leur plaidoirie pour une unité de la nation dans le principe royal, pour le bicaméralisme, le prérogative royale de faire la guerre et la paix, pour la formation d'une élite possédante, et, pendant longtemps, pour le veto royal illimité, rejoignent, point par point pour ainsi dire, la



Edmund Burke

théorie burkéenne - à l'exception du veto illimité qui outre-passe la coutume anglaise. Et pourtant - si les faits ne s'étaient déjà chargés de parler - on mesure sur quel malentendu reposerait la juxtaposition de ces deux pensées.

En effet, loin qu'ils se contentent de prendre Burke au mot, leurs prémisses intellectuelles sont entièrement autres. Si, tout comme Burke, ils sont favorables à une monarchie limitée, ils ont, de la situation française avant 1789, des vues beaucoup plus tranchées. Pour Malouet, "on vous dit qu'elle existe cette Constitution, qu'elle est antique, saine et immuable, qu'elle réside dans le concours et la puissance des Trois Ordres. On vous trompe indignement" (7). C'est dès lors raisonner sur le principe de la table rase, peut rétorquer Burke, et ne pas tenir compte de cette constitution approchée que décrivent les **Reflections**; c'est s'interdire la possibilité de réformes, celles que Burke félicite Louis XVI de vouloir engager et qui comportent la création d'un gouvernement libre, puisqu'on admet qu'il n'y a aucune base de départ, et c'est aussi ne rien se donner à répondre aux surenchères révolutionnaires.

Favorables au doublement du Tiers dans des circonstances où celui-ci se considère comme la



V.P. Malouet

seule expression nationale, ils vont déchaîner une dynamique qu'ils ne contrôleront plus, complices en ceci de ces Parlements dont Burke note la passivité dans cette affaire où la France viole son ancienne constitution; mais ces mêmes Parlements dans lesquels, malgré leurs défauts, Burke voit quand même d'efficaces contre-pouvoirs, et qui au début de la Révolution constitueraient au moins un pont entre l'ancien et le nouveau régime, les monarchiens les considèrent comme "incompatibles avec un corps législatif permanent, peut-être même avec une constitution libre" (8), et votent leur suppression; de même ne s'opposent-ils que mollement, en dépit de leur vocation à unir une élite possédante, à la vente des biens du

clergé, dont ils craignent le rôle politique tout en étant, comme Burke lui-même, favorables et à la tolérance et à la religion d'Etat.

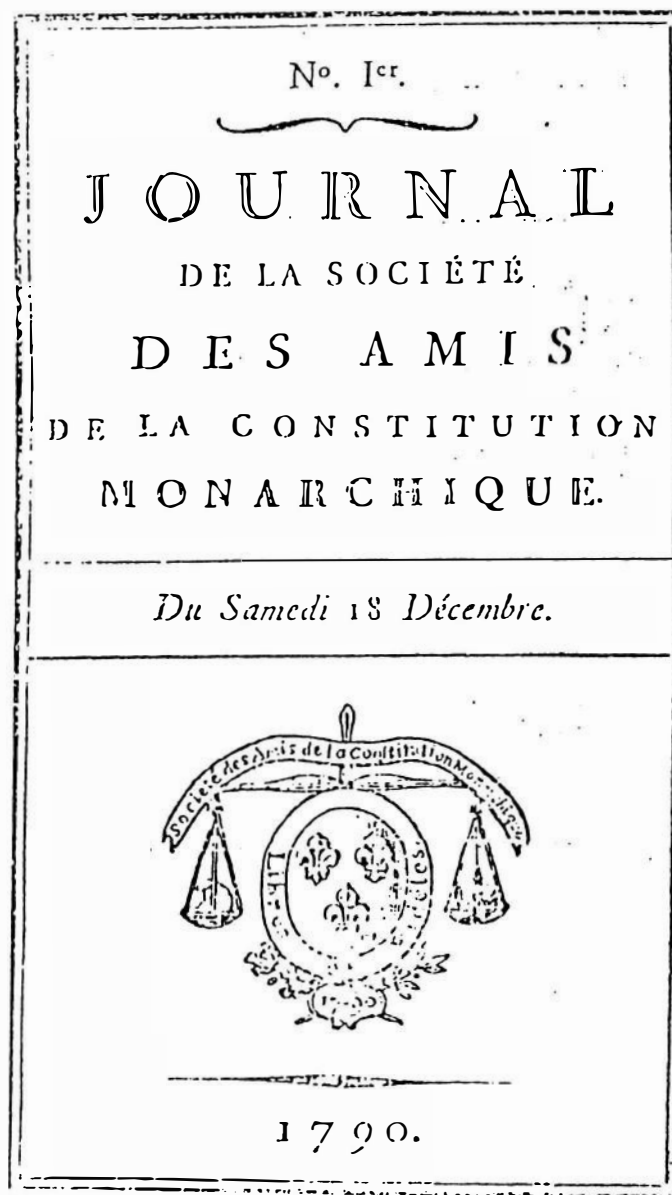
Quant au veto illimité, Burke le jugera maladroit dans une situation de rapport de forces, et bénéfique aux seuls monarchiens dont le soutien est rendu indispensable à la Couronne (9). De là à les considérer comme des ambitieux sans scrupules il n'y a qu'un pas, que Burke franchit allègrement. Mais ils ne peuvent réussir que parce que la faute originelle réside en la Couronne elle-même, qui a, face à l'obstruction nobiliaire, et se croyant toujours à l'époque de la Fronde, placé tous ses espoirs dans le Tiers qu'elle connaissait fort mal. Le recours au peuple, dans lequel Malouet et les siens, après Louis XVI lui-même (10), ont vu l'unique espoir de la monarchie, est en fait de l'aveuglement, car ceux qui représenteront ce peuple visent à tout autre chose.

MONARCHIENS ET DESPOTISME ECLAIRÉ

Voici pour l'anecdote de la polémique, et les déformations et excès de langage dont Burke est certes coutumier. Pourtant, d'autres analyses permettent de dresser un tableau plus fin, car elles portent sur l'imitation de la Constitution anglaise. Si tel est,

effectivement, le modèle des monarchiens, Burke est loin d'en être flatté pour autant; et cependant, se donner un modèle bel et bien existant permettrait justement de résister à la fuite en avant qui déjà se saisit de la France. Or si les **Reflections** proposent encore de s'inspirer de l'Angleterre, qui a su adapter à l'époque moderne les anciennes coutumes communes à toute l'Europe médiévale - Burke est ici fort proche de Tocqueville -, la **Letter to a Member of the National Assembly** remet les choses au point : il ne s'agissait là que de métaphore, la France n'y est pas prête, sa noblesse et son Tiers, faute d'éducation politique adéquate, ne pourraient jouer le rôle qui leur est imparti outre-Manche - mais on peut les y préparer dans le cadre des Etats -, et, en tout état de cause, c'est bien le conseil des **Reflections** que Burke reformule : votre ancienne constitution, quoique négligée, s'inspirait des mêmes principes que celle d'Angleterre, principes qu'il vous fallait réactiver, mais suivant vos propres données (11). Un pays ne peut se réformer que par lui-même.

Or, si Burke insiste, et fort proche en cela des monarchiens eux-mêmes, sur la défense de la propriété et la prépondérance d'une monarchie principielle, il est, de par sa connaissance, de



*Frontispice du n^o 1 du
«Journal Monarchique»*

l'intérieur, du système anglais, nettement en-dehors de leur rhétorique. S'il faut utiliser le vocabulaire rousseauiste, et compte tenu des nuances qu'impose la pratique représentative à une théorie portant sur la seule démocratie directe, l'Assemblée serait "l'acte par lequel un peuple est un peuple" (12), et ce souverain est, on le sait assez, un et indivisible. Telle est bien l'obsession des monarchiens : esprits philosophiques, tels que le conçoit le despotisme éclairé du siècle, ils entendent, dans l'espoir d'une rationalisation du gouvernement, renforcer la monarchie contre ce que Burke considère comme ses alliés naturels autant que ses freins. Cette obsession de l'unité se révèle dans leur refus de se constituer en parti : ceux-ci sont indispensables, au contraire, insiste Burke, mais équilibrés par une monarchie principielle, à la liberté. Voulant une Révolution qui se fasse par le haut, les monarchiens ne feront guère que prêter la main au changement de souverain, et Burke n'aura aucune peine, contre les doctrines dont ils se font l'écho, à montrer combien la dissolution des anciennes structures allait amener, après les périodes d'anarchie, cette dictature militaire indissociable des contradictions démocratiques.

Dès lors, son durcissement,

sans doute dû pour partie à la présence autour de lui, de ce qu'il y avait de plus fortement contre-révolutionnaire dans l'émigration (13), ne correspond pas, comme on a voulu le croire, à une aveugle adulation de la "féodalité". Mais c'est l'obsession unitaire des monarchiens qui lui donne finalement raison, alors qu'ils peuvent sembler, dans leur démarche réformiste, plus cohérents que lui. Que dire, alors, du dénouement ? Lorsque la Constitution de l'An VIII leur paraît enfin réaliser leurs aspirations, Mounier et Malouet rentrent en France, deviennent pré-



Lally-Tollendal

fets, Malouet poussera jusqu'à la baronnie d'Empire, et ne sera disgrâcié que pour avoir prévu le désastre de Russie et s'y être

d'avance opposé. En aucun cas n'y aura-t-il eu, de leur part, opposition idéologique.

DEVANT LE DÉRAPAGE

Amer triomphe posthume de Burke que cela : ce n'est pas une constitution quelle qu'elle soit qui peut assurer la liberté. Sous couleur d'"étatisme unitaire et éclairé" (14), les monarchiens auront servi une caricature de pouvoir monarchique, une distature et non pas une royauté, justement parce qu'ils n'avaient jamais réfléchi, en dépit de toutes leurs proclamations, sur le pouvoir et la liberté, et parce qu'ils n'avaient pas senti dans quelles circonstances allaient se dérouler ces réformes que tous désiraient. Il est alors difficile de ne pas admettre, rétrospectivement, la justesse de cette analyse, pourtant catastrophiste, que fait Burke du dérapage.

C'est en 1789 même qu'il a lieu, entre l'instant où "les instructions aux représentants des Etats-Généraux, dans tous les districts du royaume, étaient bourrées de projets pour la réforme du gouvernement, sans la plus faible suggestion de le détruire" (15), lorsque la "monarchie absolue (...) poussait son dernier soupir, sans un seul grognement, sans la moindre lutte, sans la moindre convulsion" (16), et l'instant où il

devient évident que ces réformes n'étaient que prétextes pour certains, et qu'il s'agissait de tout autre chose : "Toute la lutte, toute la dissension est née, par la suite, de la préférence pour une démocratie despotique sur un gouvernement de contrôle réciproque" (17). De cela les monarchiens se sont peut-être avisés, mais ils n'étaient pas armés pour aller contre, et toute une part d'eux-mêmes les poussait à cette transparence, à ce dialogue mythique du roi et de la nation où Burke, rompu aux luttes contre Georges III, voyait au contraire une facette du despotisme (18). Sans référence au passé, les monarchiens auront donné la preuve du peu de fondement de leur souci de la liberté, et conjointement de leur méconnaissance du rôle du pouvoir, ce dont le conservateur Burke, eût-il encore vécu en 1801, n'aurait en rien été surpris.

Norbert COL.

NOTES :

⇒(1) cf. "Un étrange Burke", Lys Rouge n° 38, mai 1988.

⇒(2) **The Works of the Right Honourable Edmund Burke**, Londres, Bohn's Standard Library, 1876, Tome 2.

⇒(3) **Reflections on the Revolution in France**, Londres, Penguin Books, 1982, p.106.

⇒(4) id., p.168. Rassemblés dans la taverne de la Old Jewry, quelques puritains y avaient porté des toasts à

cet événement, en leur donnant la couleur d'un "nunc dimittis" et de l'attente du millénium, comme Burke se plaît à caricaturer leur patois.

⇒(5) **Thoughts on French Affairs, Works 3**, p.386.

⇒(6) Lally-Tollendal, Lettre écrite au très-honorable Edmund Burke, 20 juin 1791, p.37, in Robert Griffiths, **Le Centre perdu**, P.U.G., 1988, p.152. Notons, à propos de ce qui suivra, que Lally avait les meilleures raisons du monde de vouloir faire payer aux Parlements, qui avaient rejeté la grâce de son père et s'étaient ensuite victorieusement opposés à sa réhabilitation, leur opposition systématique au pouvoir royal. Quant à la référence à l'incendie de Londres, Lally semble bien répondre, sur le même ton, à Burke qui venait d'estimer que lui et Mounier "affichaient publiquement des plans et des desseins en matière de gouvernement, comme si on leur demandait de pourvoir à la reconstruction d'un hôpital qui aurait été brûlé" (Letter to a Member of the National Assembly, Works 2, p.547).

⇒(7) Malouet, Avis à la Noblesse, in Griffiths, op.cit., p.34.

⇒(8) Malouet, "Journal Monarchique", n.12, in Griffiths, op.cit., p.99.

⇒(9) cf. **Thoughts on French Affairs, Works 3**, p.385-6.

⇒(10) id., p.380-1.

⇒(11) cf. **Letter to a Member of the National Assembly, Works 2**, p.549 sq.

⇒(12) **Du Contrat social**, I, 5, Paris, Garnier-Flammarion, 1976, p.50.

⇒(13) C'est précisément dans les **Thoughts on French Affairs** (p.382-384) que l'on trouve l'analyse la plus développée du rôle de la Maçonnerie. Pour Burke, il va y avoir rivalité entre deux aspects de la même entreprise, le "despotisme royal" de Joseph II et le "despotisme démocratique" de

l'Assemblée, l'un comme l'autre excluant l'équilibre et le contre-pouvoirs, essentiel à ses yeux et, qu'à sa manière, connaissait l'ancienne France.

⇒(14) Robert Griffiths, p.255.

⇒(15) **Reflections**, p.230-1.

⇒(16) id., p.241.

⇒(17) id.

⇒(18) Précisons que ce refus burkéen d'un dialogue mythique ne concerne que la vie politique courante. Dans les situations de crise au contraire, on trouve chez lui une très claire bipolarisation, parfaitement légitime : ainsi de la révolution royale polonaise, lorsque Stanislas II, appuyé par un parti patriotique, passe par dessus les cabales nobiliaires pour établir une monarchie héréditaire afin d'évoluer "vers la stable perfection d'une constitution britannique" (An Appeal, p.103). De même, lors des guerres contre Louis XIV, "le peuple fut le premier gagné, et, à travers lui, ses représentants égarés", à la résolution de Guillaume III (**Letters on a Regicide Peace**, p.200).



"Portraits des Impartiaux, des Modérés, des Modérateurs, autre fois dits, les Aristocrates."

La «boutique» du Lys Rouge

Fleurdelysez-vous !

BROCHES METALLIQUES

- Fleur de lys (modèle géant 6 cm) vieil argent.....50 F
- " " (" " ") vieil or 50 F
- " " (grand modèle 3,6 cm) vieil argent.....35 F
- " " (" " ") vieil or 35 F
- " " (modèle moyen 2,5 cm) argentée.....33 F
- " " (petit modèle 1,8 cm) vieil argent.....20 F
- " " (" " ") vieil or 20 F
- " " (modèle mini 1,4 cm) argentée.....18 F
- " " (" " ") dorée 18 F
- Buste Louis XVI (2,3 cm) vieil argent.....25 F
- " " (") vieil or 25 F

BOUCLES D'OREILLE

- Bustes Louis XVI et Marie-Antoinette (2,3 cm) vieil argent.....55 F
- " " " " (") vieil or 55 F
- Pendantes avec tête de Louis XVI et Marie-Antoinette (diam. 4,2 cm) dorée 55 F

- Pendantes avec fleur de lys (3 cm) argentée 55 F

BOUTONS DE MANCHETTE

- Fleur de lys (1,8 cm) argentés 70 F
- " " " (" ") dorés.....70 F
- Buste Louis XVI et Marie-Antoinette (2,3 cm) vieil argent.....70 F
- " " " " (") vieil or 70 F

PINCE A CRAVATE

- Avec fleur de lys (1,8 cm) dorée 37 F
- " " " (") argentée 37 F

EPINGLES A CRAVATE

- Avec fleur de lys (1,4 cm) argentée.....18 F
- " " " (") dorée 18 F

PORTE-CLEFS

- Avec fleur de lys (diam. 3 cm) argenté 42 F
- Avec buste Louis XVI et Marie-Antoinette (diam. 4,2 cm) argenté 35 F
- " " " (") doré 35 F

MEDAILLES

- Ronde avec fleur de lys (diam. 2,3 cm) argentée .33 F
- Ronde avec fleur de lys (diam. 1,6 cm) argentée .26 F
- Forme coeur avec fleur de lys (1,8 cm) argentée 33 F
- Forme coeur avec fleur de lys (1,2 cm) argentée 26 F

DIVERS

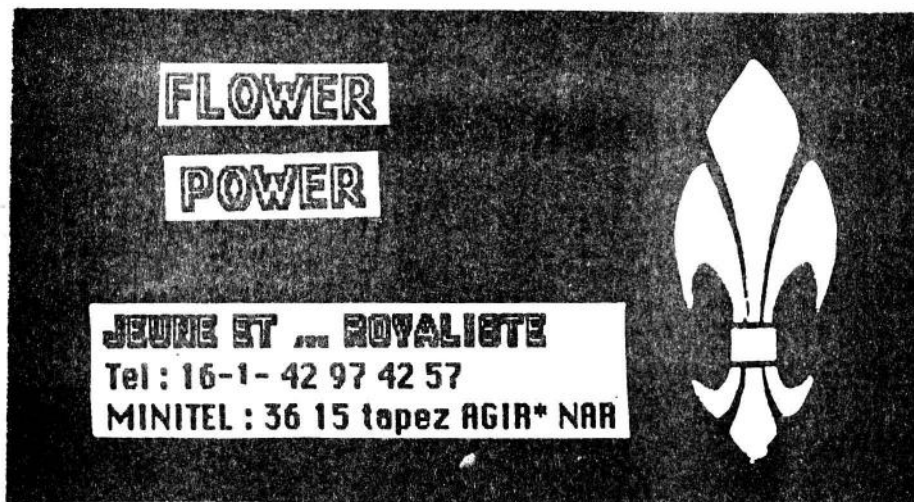
- Breloque fleur de lys (argent massif) (1,4 cm) .56 F
- Chevalière avec écusson fleur de lys argentée.....25 F
- Bague avec fleur de lys argentée.....20 F
- Cendrier-tastevin avec fleur-de-lys (diam. 8,5 cm) argenté 115 F
- Ouvre-bouteilles fleur-de-lys 79 F

☞ *Indiquez avec précision le modèle désiré*

☞ *Ajoutez 10 F pour les frais de port*

☞ *Réglement à l'ordre de "Royaliste" C.C.P. Paris 18.104.06 N*

L'autocollant auquel vous avez échappé !!!



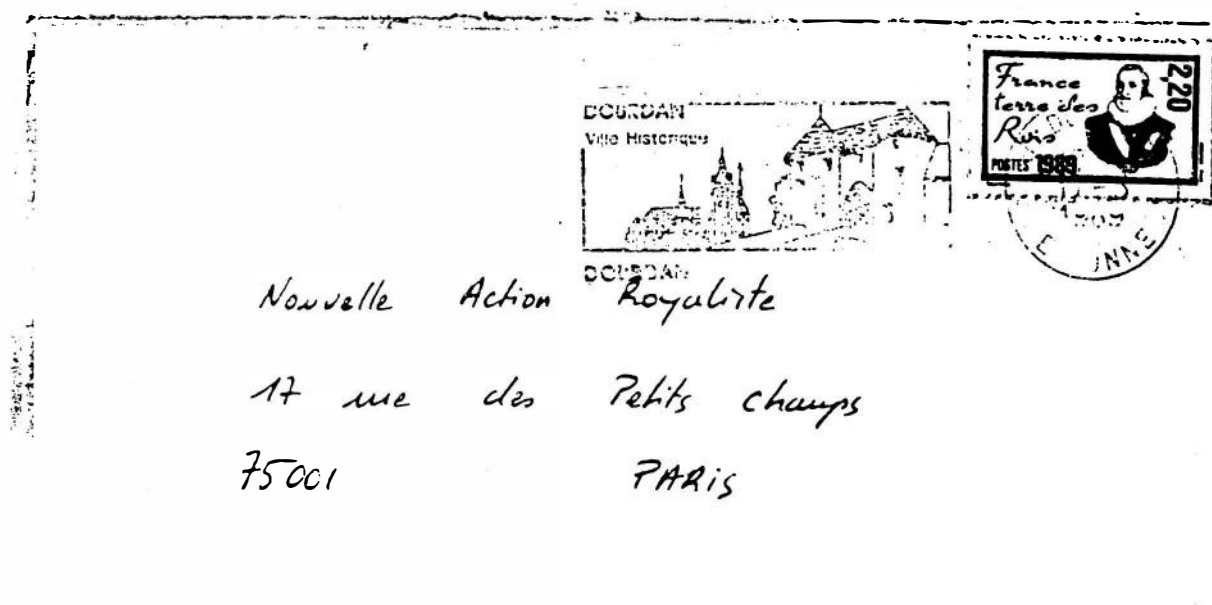
Nous lançons ici un appel à votre créativité.

**Si vous avez des idées d'affiches, d'autocollants,
de slogans ou autres pour faire connaître le
royalisme d'aujourd'hui, envoyez-nous vos
projets !**

**Les meilleurs seront publiés dans le «Lys Rouge»
et serviront peut-être de base à de futures
campagnes de la N.A.R.**

Insolite :

Regardez le timbre ...



**BULLETIN DE COMMANDE
OU D'ABONNEMENT**

NOM/Prénom :

Adresse :

S'abonne au «Lys Rouge» à partir du n°

☐ normal un an (4 numéros) 60 F

☐ soutien un an (4 numéros) 90 F

☐ deux ans (8 numéros) 100 F

☐ Tarif étranger un an (4 numéros) 90 F

→ (plus surtaxe aérienne éventuelle) : 22 F)

Commande des numéros du «Lys Rouge» (voir ci-contre la liste des numéros disponibles)

Numéros commandés :

Montant total : F

Règlement à l'ordre de «Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18.104.06.N Paris

Liste des numéros encore disponibles

Numéro 4 - Mai 1979 (poly. 50 p.): «Enquête sur le logement» - «Etude sur l'enseignement» - «Vers une nouvelle politique industrielle?».

Prix franco 10 F

Numéro 5 - Septembre 1979 (poly. 31 p.): «L'aménagement industriel, agricole et touristique du territoire» - «Dossier énergie: les sources possibles, Pourquoi le nucléaire?» - «Projet pour une réforme des études médicales».

Prix franco 8 F

Numéro 6 - Décembre 1979 (poly. 36 p.): «La Francophonie» - «Le système monétaire européen» - «La France est un royaume» (Luc de Goustine).

Prix franco 8 F

Numéro 8 - Février 1981 (brochure 35 p.): «Rapport sur la Sécurité sociale» - «Enquête sur le logement (suite)».

Prix franco 8 F

Numéro 15 - Janvier 1983 (brochure 34 p.): «Lettre sur l'avenir du royalisme» - «Débat sur la politique économique socialiste» - «Dossier historique sur le royalisme à Lyon dans les années 1830».

Prix franco 12 F

Numéro 22 - Février 1985 (revue 24 p.): «Trois projets concrets pour développer la N.A.R. (édition, audiovisuel, radio-répondeur)» - «Chassez la République de votre tête» - «Réflexions sur le remariage du comte de Clermont» - «La messe Louis XVI à Paris vue par Libération» - «Qui était Jacques Renouvin?» - «Débats et polémiques».

Prix franco 13 F

Numéro 23 - Avril 1985 (revue 28 p.): «La France de l'ouverture, débat sur la France et ses immigrés» - «Quelle tradition? (suite) le mariage du Prince» - «Document: «Socialisme monar-

chique», un texte de Jean-Marc Bourquin en 1947» - «Jeanne de France» - «Débats et polémiques».

Prix franco 13 F

Numéro 25 - 30 Avril 1985 (journal 8 p.): «Quand Mitterrand imite Montand» - «Dixième anniversaire de la chute de Saigon» - «Le voyage de Reagan en RFA» - «L'Afghanistan dans la presse occidentale» - «Patrons et journalistes».

Prix franco 6 F

Numéro 27 - Août 1985 (revue 34 p.): «Engagez vous ! Faites de la politique !» - «Les royalistes et l'Eglise: l'Action Française en Gironde de 1919 à 1939» - «Une mauvaise biographie de Louix XVI» - «Sur le bagne de Nouvelle Calédonie» - «Les dangers de la pollution automobile».

Prix franco 13 F

Numéro 32 - Novembre 1986 (revue 36 p.): «Serments, déontologie, police, journalistes, à propos du code de la nationalité» - «Où est passée la gauche gaulliste?» - «Dossier sur la Nouvelle Droite» - «Un royaliste méconnu: Jean Mondétour, alias Olivier Perrin» - «Débat sur la Franc-Maçonnerie» - «Polémique entre «Place Royale» et «Lys rouge» - «L'abbé de Mantes juge Gérard Leclerc» - «Sur Philippe Ariès» - «Document: entretien avec le comte de Paris paru dans l'Express en 1953».

Prix franco 20 F

Numéro 35 - Août 1987 (revue 32 p.): «Le nouveau service minitel de la NAR» - «Louis XVII au Panthéon» - «Royalisme et traditionalisme» - «Comte de Paris ou Duc d'Anjou?» - «Le roi de Tonga, un ami de la France» - «Les chances du roi d'Afghanistan» - «Le dernier empereur de Chine» - «Jacques Renouvin».

Prix franco 20 F

Numéro 37 - Février 1988 (revue 56 p.): «Inquiétude sur une enquête sur le royalisme» - «Documents pour préparer le congrès de la N.A.R. (Protection sociale, Europe)» - «Questions/réponses sur minitel» - «La mort du roi du Laos» - «Revue de presse des Princes et des monarchies» - «Hommage à Amédée d'Yvignac» - «Auguste Comte et le royalisme».

Prix franco 25 F

Numéro 38 - Mai 1988 (revue 38 p.): «Faillite de la politique» - «Un étrange Burke» - «Sans-culottes et Nazis» - «Gustave Thibon: paroles écrites» - «Les Daudet» - «Revue de presse: Le roi d'Afghanistan - De Gaulle et le comte de Paris» - «La NAR inventorie ses archives: la presse royaliste de 1971 à 1988» - Une nouvelle de Marc Desaubliaux: «Le Messenger» (1ère partie).

Prix franco 25 F

Numéro 39 - Décembre 1988 (revue 32 p.): «Révolutionner la Commémoration» - «Revue de presse: le procès du Comte de Clermont contre le duc de Cadix» - «Pitié pour Scorsese» - «Polémique sur Gustave Thibon» - «Histoire du royalisme: le congrès de 1947» - «Document: le bulletin des Comités monarchistes de juin à août 1947» - Suite et fin de la nouvelle «Le Messenger».

Prix franco 25 F

Comme vous pouvez le constater, de nombreux numéros du «Lys Rouge» sont épuisés. Signe du succès de notre entreprise ! Signe aussi de la difficulté d'ajuster les tirages aux besoins. Nous ne saurions trop vous recommander de vous abonner (en réalisant une économie de 50% !). Ainsi nous ne manquons aucun client, et vous ne manquerez aucun numéro ...

SOMMAIRE

EDITORIAL :

- Renaissance du Lys Rouge !..... p.3

ENQUETE : LE "NEW AGE" p.4

- Qu'est-ce que le «NEW AGE» ?..... p.4

- Le "Royaumisme" du Nouvel Age - Entretien avec Gervais Briot..... p.5

DOSSIER : Une Europe des rois en devenir ?... p.11

- A l'Est, le retour des rois p.12

- Petite histoire de la dynastie roumaine p.18

- Revue de presse: Le roi Michel de Roumanie .. p.20

INSTITUTIONS :

- Burke et les monarchiens p.27

LA "BOUTIQUE" DU LYS ROUGE..... p.32

LA CHRONIQUE DU FOU:

- Immigrés et droit de vote p.36

LE LYS ROUGE

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Rédacteur en chef : Patrick LOUIS

Directeur de la publication :

Yvan AUMONT

Imprimé par nos soins

La Chronique du Fou

Aujourd'hui, le Fou du Roi vous parle du droit de vote des immigrés.

Le droit de vote des immigrés, la nouvelle citoyenneté... Derniers sujets à la mode chez nos hommes politiques, nos hommes polémiques. Plus de projets, rien que des idées vagues. "Demain, ça sera vachement mieux". Avant hier, c'était : "Changer la vie !" Hier, "Vivement demain !" Aujourd'hui, le droit de vote des immigrés. A gauche, on est pour, pour faire à gauche. A droite, on est contre parce que c'est de gauche. Le débat s'arrête là.

Je passe sur la notion d'immigré. Soit on habite un pays et on l'assume, soit on est de passage et on observe les étranges coutumes des autochtones : faire le méchoui dans la baignoire, attendre la sortie du boulot pour rencontrer les mêmes au bistrot... Il paraît qu'il y a des gens de passage qui ont décidé de s'arrêter. Ils devraient avoir les mêmes droits, exactement les mêmes droits, pas des ersatz de droits.

Soyons clairs. Ceux qui sont

pour, veulent que nos immigrés votent uniquement au niveau de la commune. Pourquoi seulement la commune ? Faut pas déconner, y sont quand même pas Français !

Même comme ça, il paraît que c'est inconstitutionnel. Les communales servent à élire les maires qui, eux-mêmes, élisent les sénateurs. Et puis, s'ils votent, ils devraient pouvoir se faire élire. Eh ben non, y peuvent pas, sont pas Français. On l'a déjà dit.

Difficulté insurmontable ? Nos génies politiques ont trouvé la parade. Nos immigrés vont élire des conseils consultatifs, ils pourront même s'y présenter. Késako un conseil consultatif ? C'est un truc qui propose des solutions à des problèmes. Enfin, des ébauches de solutions éventuelles à des problèmes qui ennuiant tout le monde. Et puis après, le conseil municipal, le vrai, celui qui est élu par les vrais Français, décide... Génial ! Au nom de l'intégration, on invente le quart de citoyen. Celui qui vote pour faire comme les grands.

**J.M. "Fou du Roi"
GINGEMBRE**